LE VIETNAM laboratoire de la prochaine guerre mondiale

QUE SONT LES GARDES ROUGES CHINOIS ?

(VOIR EN PAGE 8)

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS!

VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

MARDI 27 DEC. 1966 — N° 72 — Paraît toutes les deux semaines — 0,50 F

En ce Noël 66, le Vietnam se trouve unifié dans le feu et le sang.

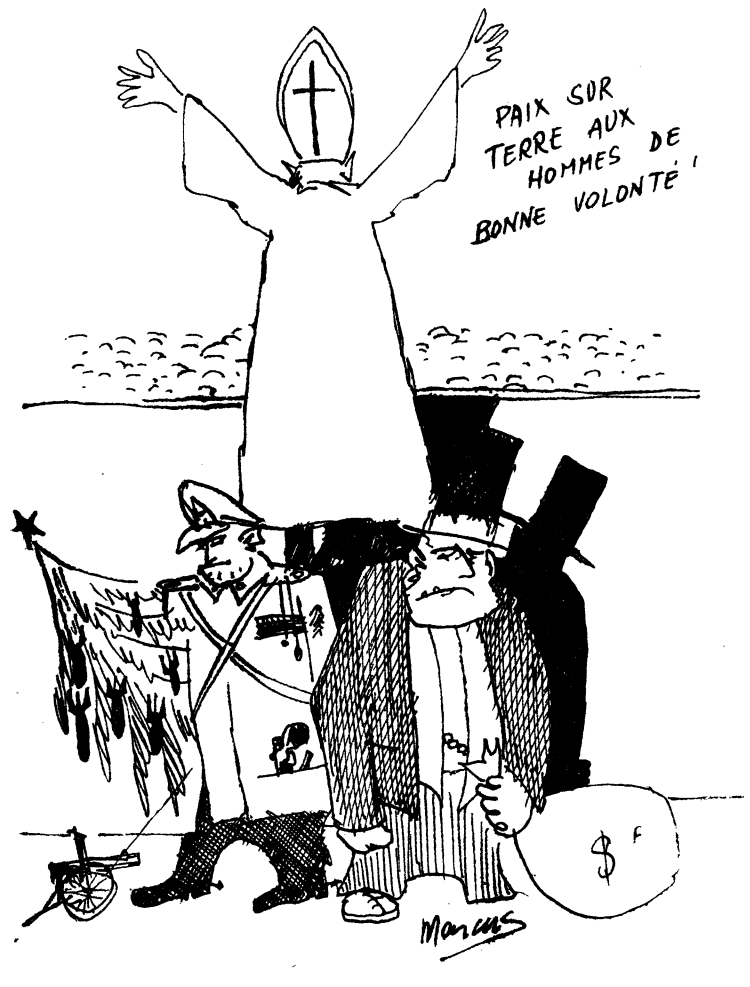
Le pays tout entier est plongé dans la guerre. L'« escalade », en ce qui concerne le territoire du Vietnam, est terminée. Hanoï, Viet Tri, Yen Bay vivent et meurent sous les alertes et bombardements quotidiens. La « vie » du pays est organisée en fonction de la guerre : les villes vidées de la population civile qui n'est pas directement occupée dans les industries ; éparpillement de celles-ci dans les campagnes ; organisation de toute une vie souterraine pour résister aux bombardements. Bombardements du Nord et du Sud, bombardements sur bombardements d'un même lieu, chapelets de « bombes à billes », coulées de napalm : les sorties des bombardiers américains ne se comptent plus.

Mais le Vietnam résiste. La population vietnamienne a repris le chemin des campagnes et s'organise. Déjà, en 1954, Dien Bien Phu fut la victoire d'une telle organisation. C'est pour avoir préparé pendant des mois l'attaque, parce que pendant des mois des milliers et des milliers de vietnamiens avaient, à dos d'homme, en poussant des vélos, porté le matériel, porté les vivres, improvisé sous les attaques toute une technique de survie, avec un dévouement que seul peut inspirer un sentiment puissant, que les Vietnamiens avaient été victorieux à Dien Bien Phu. Aujourd'hui, ils ont retrouvé la même voie.

Mais l'ennemi est plus puissant. L'impérialisme américain a plus de souffle que l'impérialisme français. La puissance de feu qu'il met actuellement en action au Vietnam n'est pas comparable à celle de l'impérialisme français. Et ce sont surtout ses possibilités qui sont bien plus grandes.

Mais, dans ce conflit, l'U.R.S.S. ne peut rester indifférente malgré son désir de paix à tout prix, y compris en abandonnant le peuple vietnamien à son sort. Elle est obligée d'aider au moins à parer les coups que porte l'impérialisme américain car au-delà, dans ce conflit, il y a effectivement la contestation de son existence. Aussi l'U.R.S.S. est-elle de plus en plus, amenée à aider militairement le Vietnam du Nord. Les bombardiers américains s'en aperçoivent. Certes, par cette aide

● suite page 3



La campagne pour les législatives

L'ACCORD P.C.F. - Fédération de la gauche

UN accord a été conclu entre le Parti Communiste Français et la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste. Du coup, les manchettes de l'Humanité, **son ton de triomphe, tout est fait pour ranimer l'ardeur des militants du P.C.F. et leur laisser entrevoir une possibilité de victoire aux prochaines élections législatives.**

Pourtant le contenu de l'accord ne justifie guère tout ce tapage. De quoi s'agit-il ? « Pour le second tour, dans toutes les circonscriptions où la gauche est en mesure de l'emporter, les deux formations appelleront les électeurs à assurer le succès du candidat de gauche le mieux placé par le suffrage universel. » C'est là le seul point d'accord concret.

Et c'est plutôt une promesse d'accord qu'un accord précis en bonne et due forme. Qu'est-ce que « le candidat de gauche le mieux placé » ? Contrairement à ce que l'on pourrait supposer, ce n'est même pas forcément celui qui a obtenu le plus de voix... ou du moins c'est ce que les Fédérés pourront soutenir, et ne manqueront pas de faire dans certains secteurs. Il est, en effet, connu que si les voix du P.C.F. se portent généralement en quasi-totalité sur le candidat pour lequel le candidat communiste s'est lui-même désisté, la réciproque n'est pas toujours vraie.

Il serait bien étonnant que cet argument ne serve pas à la F.G.D.S. pour demander que la gauche maintienne dans certaines circonscriptions non le candidat qui aura le plus de voix, s'il est communiste, mais celui qui sera sensé faire le plein des suffrages, de l'extrême-gauche jusqu'au centre, lors du second tour. Le communiqué commun des deux organisations publié mercredi dernier ajoute d'ailleurs : « Pour l'application de cette règle (celle que nous avons citée plus haut), elles examineront ensemble la situation au lendemain du 1er tour ». Et Waldeck Rochet, commentant l'accord devant le comité central du P.C.F., dit de son côté : « C'est pourquoi nous disons qu'il ne s'agit pas de discuter à perte de vue sur ce qui se passera au second tour dans telle ou telle

J. MORAND.

● suite page 2

La campagne pour HUGO BLANCO

Le premier résultat concret de la campagne pour la libération des emprisonnés politiques péruviens, qui se poursuit dans de nombreux pays, a été la suspension provisoire de la procédure entreprise contre Blanco par le tribunal militaire qui a décidé de se mettre en vacances et de ne reprendre son travail que vers le début de janvier.

Mais rien n'est encore gagné et la lutte doit se poursuivre pour arracher Blanco à la mort et à leur prison tous les prisonniers politiques.

LIMA

Le 2 décembre, un meeting, convoqué par la plupart des partis et organisations de gauche péruviens, a regroupé plusieurs milliers de personnes sur la place San-Martin, la plus grande de la capitale péruvienne. Y prirent la parole notamment Jacqueline Lobaton, femme du dirigeant du M.I.R. assassiné par l'armée ; Anna-Maria Bejar et la sœur d'Hugo Blanco. Le meeting s'est terminé par un défilé devant le palais du gouvernement où des heurts violents avec la police se sont produits.

PARIS

LETTRE DE 36 PROFESSEURS DU LYCEE LOUIS LE GRAND A L'AMBASSADEUR DU PEROU A PARIS

« Professeurs et maîtres au Lycée Louis le Grand, nous avons appris avec une très vive émotion que le syndicaliste Hugo Blanco risquait d'être à nouveau traduit devant un tribunal militaire et qu'il encourait, cette fois, la peine de mort. Nous vous prions de bien vouloir vous faire l'interprète de cette émotion auprès de votre gouvernement. Nous tenons en effet à affirmer notre sympathie pour l'œuvre de Hugo Blanco : si la peine capitale lui était appliquée, une telle mesure nuirait gravement au prestige de votre pays. Nous souhaitons donc que la procédure engagée contre lui soit suspendue et qu'il soit libéré, ainsi que ses camarades. »

400 MANIFESTANTS DEVANT L'AMBASSADE DU PEROU

Mercredi 14 décembre, à 18 h 30, 400 personnes environ se regroupaient devant l'Ambassade du

● suite page 4

L'ACCORD P.C.F. - Fédération de la gauche

● suite de la page 1

circonscription ». Apparemment, le P.C.F. prend d'avance son parti de la chose et accepte plus ou moins que la F.G.D.S., lors de cette répartition éventuelle des sièges de gauche, soit avantagée à son détriment.

Si Paris vaut bien une messe, un siège au Parlement vaut bien une visite au Comité central du P.C.F. On comprend que Mitterrand, Mollet ou Billière aient signé un tel accord. D'autant plus que chacun savait dès le début qu'il était inéluctable. Le mode de scrutin le rend en effet obligatoire. Déjà en 1962, dans de nombreuses circonscriptions, socialistes et communistes s'étaient désistés au second tour les uns pour les autres. La seule différence, aujourd'hui, c'est que l'engagement de le faire est pris d'avance, à l'échelle nationale.

Mais la Fédération n'a nullement exclu toute possibilité d'entente sur la droite pour cela. Dans le préambule du communiqué commun la F.G.D.S. a bien fait spécifier qu'elle rappelait que « pour assurer la défaite des candidats gaullistes, lorsque aucun candidat de gauche ne sera en mesure de l'emporter, il était nécessaire de ne pas exclure le désistement en faveur d'un républicain résolument hostile au pouvoir personnel ».

Par contre, ce qui est bien exclu, c'est la mise sur pied d'un programme commun pour les prochaines élections. C'était pourtant jusque là l'exigence majeure du P.C.F. Mais maintenant nous savons que nous n'aurons rien d'autre qu'un vague catalogue des points d'accord, énumérés par le communiqué de mercredi. Il n'a aucune signification. Bien trop peu explicite pour être autre chose qu'une caricature de programme, il pourrait presque être repris en compte par n'importe quel groupe politique, de droite comme de gauche.

Pourtant le P.C.F., bien trop heureux d'avoir obtenu cet accord, présenté à ses militants et sympathisants comme un pas en avant capital, va mettre en veilleuse sa demande d'établissement d'un programme commun... du moins jusqu'aux élections. Et c'était tout ce que désiraient Mitterrand et ses amis politiques : avoir la garantie de l'apport des voix communistes indispensables, au moins dans un certain nombre de circonscriptions, pour obtenir ou préserver un certain nombre de sièges au prochain parlement, mais sans s'engager en quoi que ce soit.

Et malgré les cris de triomphe de **l'Humanité,** la défaite du gaullisme et, à plus forte raison, un gouvernement de gauche, auquel serait associé le P.C.F., n'est ni pour demain... ni pour le mois de mars.

La gauche ne peut espérer vaincre le gaullisme, même sur le seul terrain électoral (et le choix de limiter à celui-ci la lutte est déjà un critère) qu'en mobilisant les masses populaires et en premier lieu la classe ouvrière. La perspective d'une entente entre les différents partis de gauche pour se partager, plus ou moins honnêtement, les sièges de députés, ne peut suffire à remplacer le programme indispensable pour cette mobilisation.

Un programme commun aurait-il pu créer cette mobilisation ? Tout dépend, bien sûr, de son contenu. Mais l'idée même de celui-ci, proposé inlassablement par le P.C.F., n'a jamais été retenue par la F.G.D.S.

Le P.C.F. n'allait pourtant pas trop loin. Son programme (publié en juin dernier, voir **l'Humanité** du 21-6-66) ne diffère pas fondamentalement de celui de la F.G.D.S. Tous deux sont même suffisamment plats et vagues pour se superposer et se fondre aisément.

Ce ne sont donc pas de véritables divergences qui ont poussé Mitterrand et ses amis à refuser. Mais déclarer officiellement que l'on est tombé d'accord sur un programme c'est s'engager par avance, en cas de victoire aux élections, à former ensemble un gouvernement.

Ni Mitterrand, ni Mollet, ni aucun autre ne veulent prendre un pareil engagement. Ces vieux chevaux de retour du parlementarisme, dont toute la vie politique a été faite d'une série de compromissions avec les différents partis de droite, pour quelques portefeuilles de ministres, ne peuvent certainement pas couper les ponts derrière eux.

Un accord limité, mais qui leur est indispensable pour assurer à eux-mêmes et à leur parti une place à la Chambre des députés constitue le maximum de ce que le P.C.F peut obtenir d'eux. Tant qu'il sera ce qu'il est, c'est-à-dire un parti lié à la bureaucratie russe, aucun serviteur politique de la bourgeoisie, fut-il soi-disant socialiste, ne tentera malgré ses maîtres de l'imposer au gouvernement.

Les militants communistes peuvent aujourd'hui avoir des illusions, les dirigeants du P.C.F. peut-être même en avoir aussi, quoique leurs cris de triomphe soient destinés avant tout à leurs troupes. Mais les dirigeants de la F.G.D.S. n'en ont certainement pas : l'accord conclu prouve au contraire qu'ils connaissent très bien les limites qu'ils ne peuvent et ne veulent pas dépasser.

J. MORAND.

A propos du mouvement pour le milliard

Nous avons reçu, à la suite de notre article sur le Mouvement du milliard, dans notre n° 70, la lettre suivante d'un de nos abonnés de province.

Dans votre dernier numéro, le « mouvement du milliard » est dénoncé comme une combine charitable destinée à se « donner bonne conscience à bon compte ». Je crois que c'est un peu simpliste, et je m'en explique à partir d'un fait divers :

Le 27 novembre, à Nîmes, le Mouvement de la paix a appelé à manifester contre la guerre au Vietnam. A cette occasion, un groupe de jeunes arbora une banderole portant « Des armes pour le Vietcong ». Ils refusèrent de la replier malgré les menaces d'une vingtaine de militants du P.C.F. qui les entourèrent aussitôt, puis mirent en pièces la banderole. Les jeunes crièrent alors leur mot d'ordre d'armes pour le Vietcong, mot d'ordre repris par presque tous les jeunes présents (200 ou 300) et par quelques « vieux », et se mirent **à diffuser l'appel du milliard** que les militants du P.C.F. détruisaient quand ils pouvaient s'en emparer.

L'appel du milliard ainsi compris est-il simplement charité ou est-il l'occasion d'une prise de conscience et de la vérification dans les faits, pour des gars non militants d'organisations, de la conception « communiste » de la défense des Vietnamiens ?

Il y a en France des militants d'avant-garde mais, la plupart du temps, ils n'arrivent pas à aider le gars du rang à faire son expérience : à être trop en avant, on ne constitue plus une avant-garde, mais des enfants perdus. Qui, parmi les militants, n'a jamais commis une charité? Le sens d'un geste vient de son contexte, et pour des milliers de gens, la **seule** façon de manifester leur solidarité autrement qu'en paroles, c'est de participer à un mouvement comme celui du milliard, c'est alors aux militants de l'utiliser pour faire réfléchir les gars. C'est possible, et c'est bien pour cela, je crois, que les organisations politiques « de gauche » se sont dérobées à toute action en sa faveur dans ma région : la guerre du Vietnam est pour certains une excellente occasion de se donner un beau rôle et de ramasser du « flouss ». Je ne parle pas des signataires de l'appel du milliard.

C'est à l'occasion de problèmes de ce genre qu'il faut, je pense, prendre garde à ne pas opposer une position abstraitement juste à une pratique qui doit être dynamique. La guerre se fait avec des armes, mais aussi avec des antibiotiques et de l'argent. Bien sûr, une révolution en Europe changerait le cours des choses. Comme nous en sommes loin, il s'agit de répondre aux problèmes qui se posent immédiatement de façon à être compris par la masse et à préparer l'avenir...

Fraternellement.

N...

REPONSE A UN CAMARADE

Cher camarade,

Si nous répondons à ta lettre par l'intermédiaire du journal, c'est quelle nous parait particulièrement intéressante, en ce sens qu'elle exprime des idées que partagent beaucoup de gens dans la gauche et même dans l'extrême gauche.

Tu parais choqué de ce que nous assimilions le « mouvement du milliard » à une œuvre relevant surtout de la charité (chrétienne ou pas). La guerre, dis-tu se fait « aussi avec des antibiotiques et de l'argent ». C'est vrai, mais crois-tu que ce soit par hasard si ces gens-là ne parlent que de cet aspect (et quand ils parlent d'argent, c'est uniquement à la Croix rouge qu'ils le destinent).

Qui oserait s'il s'agissait réellement d'aider la lutte militaire du peuple vietnamien sur ce terrain-là, réclamer le boycott des transports de médicaments de la Croix-rouge américaine ?

En réalité, l'appel du millliard est bien une « combine charitable », pour reprendre ton expression, en ce sens qu'il permet de parler du Viet-nam, sans prendre parti ouvertement, — autrement que par quelques larmes de pitié pour les malheureuses victimes des bombardements américains, et cela, tout le monde en est capable, même de Gaulle — pour le combat que mène le peuple vietnamien et les guerilleros Vietcongs.

Et ce n'est pas l'exemple concret que tu cites qui nous contredira. Crois-tu que ce soit pour avoir diffusé « l'appel du milliard » que ces jeunes se sont fait agresser par les nervis du P.C.F. ? Certainement pas, car si celui-ci n'a pas signé en tant que parti cet appel, il a laissé quelques-uns de ses intellectuels le faire, afin de pouvoir dire, le cas échéant, qu'il était pour (un peu comme il avait, pendant la guerre d'Algérie, « son » militant qui avait refusé de partir, et même « son » militant (l'aspirant Maillot) qui était passé au F.L.N.).

Si les nervis du P.C.F. sont intervenus, c'est d'abord, tu le dis toi-même, à cause de la banderole « des armes pour le Vietcong ». Qu'ils aient continué ensuite à s'opposer à tout ce que faisaient ces jeunes camarades, y compris la diffusion de « l'appel du milliard », il suffit de connaître les mœurs des staliniens pour le comprendre : ce n'était plus aux mots d'ordre, mais aux hommes qu'ils en avaient. Et l'exemple de nos camarades de Besançon prouve qu'il n'est pas nécessaire de diffuser « l'appel du milliard » pour intervenir dans de telles manifestations.

Il n'y a pas pour nous de « position abstraitement juste » s'opposant à la pratique.

Une position est juste lorsqu'elle correspond aux tâches pratiques du moment, or, il nous semble que notre rôle n'est pas d'isoler, nous aussi, la lutte du peuple vietnamien dans son cadre national (ce à quoi tend finalement l'aide « internationale » style mouvement du milliard), mais de montrer comment elle s'intègre dans un tout autrement vaste, qui est le problème de la révolution socialiste mondiale.

La lutte « pour la paix », sans autres précisions, était évidemment fausse pendant la guerre d'Algérie, mais elle avait encore un sens dans la mesure où elle amenait les jeunes à s'opposer dans la rue aux forces de répression de l'État qui faisait la guerre au peuple algérien.

Mais dans le cas du Vietnam, alors que les positions de de Gaulle ne diffèrent guère de celles « de l'appel du milliard » (il n'y a qu'à voir le nombre d'U.N.R. connus qui ont signé cet appel), les mots d'ordres de « paix au Vietnam », ou d'aide à la « Croix Rouge » vietnamienne, mènent à une voie de garage sans aucune issue.

Certes, les révolutionnaires sont loin non seulement « d'une révolution en Europe », mais même de pouvoir prétendre diriger les luttes du prolétariat européen. C'est sans aucun doute regrettable. Mais cela signifie seulement qu'il leur faut lutter pour construire des partis et une internationale révolutionnaire, pour gagner la confiance de couches de plus en plus larges du prolétariat, et non pas qu'il leur faut se mettre à la remorque du P.C.F... ou de de Gaulle.

Il ne faut pas se faire d'illusions, il n'y a que comme cela que nous pouvons préparer l'avenir que nous voulons.

Et pour conclure, nous ajouterons que notre activité n'a rien résolu, mais cependant, qu'en quelques années, nous avons réussi à construire une organisation révolutionnaire valable et que nous sommes sur la voie d'être à même, d'ici un petit nombre d'années encore de recréer en France un véritable parti révolutionnaire. Ce que ne peuvent pas dire tous les gens qui depuis dix ou vingt ans se sont, sous prétexte d'efficacité et de réalisme, raccrochés à tel ou tel mouvement en espérant qu'ainsi cela irait plus vite.

V. O.

Au Cercle Léon Trotsky de Paris

LE 19 décembre dernier, plus de 550 personnes étaient venues à la réunion du Cercle Léon Trotsky de Paris, consacrée ce mois-ci au problème de l' « entrisme », c'est-à-dire à la possibilité ou à l'impossibilité de construire le parti révolutionnaire à partir de la création d'une tendance de gauche ou sein du P.C.F.

La tactique « entriste » de par le régime intérieur du P.C.F., se réduit à approcher quelques militants staliniens en se camouflant, ce qui revient à s'interdire de faire connaître le programme révolutionnaire aux militants ouvriers du rang.

L'orateur devait insister sur l'idée que ce n'est qu'en militant ouvertement dans la classe ouvrière, en se battant sous leur propre drapeau que les révolutionnaires pourront redonner confiance à l'ensemble des travailleurs et gagner à leur programme les meilleurs militants du P.C.F.

L'exposé fut suivi de nombreuses interventions, parmi lesquelles il faut relever celles de camarades du Parti Communiste Internationaliste qui expliquèrent que notre refus de militer au sein du P.C.F. signifiait se cantonner dans le seul travail de propagande et abandonner le terrain des masses aux bureaucrates de tout acabit.

Un participant belge prit la parole pour donner un exemple de l'attitude qu'ont été amenés à prendre les « entristes » belges pendant la grande grève de 1960 : non-intervention et abandon de la direction du mouvement aux bonzes syndicaux.

A noter également l'intervention d'un participant qui nous reprocha un manque de propagande sur la guerre du Vietnam. Comme le savent bien les lecteurs de notre journal ce reproche n'est nullement fondé. Mais il semble que ce camarade confondait la propagande révolutionnaire avec la participation aux divers Comités (du milliard, pour la paix, contre la guerre, etc.) qui ne sont que des substituts d'action révolutionnaire.

dJdê.5imF0è CcanEaa

A PARIS

La prochaine réunion du

Cercle Léon Trotsky

aura lieu le :

LUNDI 16 JANVIER, à 20 h. 30, Palais de la Mutualité. Salle C, 1er étage, 24, rue Saint-Victor. Métro : Maubert-Mutualité, sur le sujet :

LA REVOLUTION SOCIALISTE ET LES GUERILLAS PAYSANNES EN AMERIQUE LATINE

NOTA : Cette réunion n'est pas publique. Entrée uniquement sur invitations. **Ces invitations peuvent être retirées à nos permanences ou à la librairie : LA NEF DE PARIS, 25, rue des Boulangers, Paris-5e**

Le VIETNAM, laboratoire de la prochaine guerre mondiale

● suite de la page 1

forcément limitée, l'intervention de l'U.R.S.S. ne fera pas pencher la balance de façon à rejeter les troupes américaines hors du Vietnam, mais elle amènera peut-être une certaine stabilisation « dans la guerre ». Stabilisation toujours dans le sang et le feu. Stabilisation où un état-major aura tout le loisir d'« étudier » les tactiques de contre-guérilla et surtout d'essayer les armes nouvelles, leur « valeur », leur puissance de mort.

Champ de manœuvre parfait pour des militaires. De l'exercice pour de vrai.

Le Vietnam a commencé à devenir et va être de plus en plus un front limité où les grandes puissances qui seront les principaux belligérants de la troisième guerre mondiale, vont s'affronter tout en continuant de maintenir dans le reste du monde la fiction de la coexistence pacifique.

Les Etats-Unis vont intervenir de plus en plus avec de plus en plus d'hommes et de matériel. L'Union soviétique va, de son côté, envoyer des armes, de plus en plus aussi, et la Chine enverra peut-être des hommes.

L'escalade pourra un jour ou l'autre, bien sûr, s'étendre aux bombardements contre la Chine, à l'intervention des troupes américaines contre le Nord-Vietnam, puis contre la Chine et enfin à la guerre mondiale. Mais cela n'est pas automatique. Les U.S.A. sont entièrement maîtres du processus.

Ce qu'on peut prévoir, c'est que l'affrontement va se continuer au Vietnam au moins pendant des années, les grandes puissances consacrant une part considérable de leurs efforts à s'y affronter. La guerre pourra s'étendre à partir de là, où au contraire, s'arrêter comme elle l'a fait en Corée au bout de quatre ans. Mais le malheureux Vietnam est engagé dans un conflit qui le dépasse maintenant pour une longue période.

Ce sera une tranche de guerre d'Espagne, alors que les états-majors allemands et italiens exerçaient troupes et matériel à Madrid, sur l'Ebre ou à Teruel, alors que l'U.R.S.S. faisait payer très cher à la République espagnole quelques armes et avions qu'elle ne livrait qu'au compte-gouttes.

Certes, pour un combattant, avoir les mains nues, ou avoir un semblant de défense à la main, cela fait une différence. On se fait tuer avec plus de courage car l'espoir renaît. Et cela compte.

Le Vietnam 66 diffère certes de l'Espagne 36, essentiellement à cause de la situation internationale et du fait qu'en 1936, le sort de l'Europe et du monde étant remis en cause par les impérialismes vaincus de la paix de Versailles, la guerre d'Espagne était le prélude immédiat de la deuxième guerre mondiale qui allait déferler sur le monde.

Aujourd'hui, où le monde s'est « stabilisé » dans le cadre de la coexistence pacifique, l'impérialisme américain, agent général du capitalisme mondial, frappe là où sa présence est contestée. Il frappe d'autant plus impunément qu'à l'heure actuelle il le fait sur un petit pays et qu'en face de lui il n'a que des puissances telles la Chine et l'U.R.S.S. pour lesquelles la guerre serait une véritable catastrophe, et qui n'attaqueront que contraintes, lorsqu'elles y seront forcées.

Tout montre que le peuple vietnamien devra longtemps encore faire la guerre. Mais il a déjà prouvé que pour lui mieux valait mourir debout que vivre à genoux et que la tradition du courage et de la dignité n'était pas un vain mot.

Que pouvons-nous faire pour le Vietnam? Pas grand-chose. Nous ne devons pas nous leurrer. Envoyer des fonds, des médicaments, c'est mieux que rien peut-être, mais à la condition de ne pas croire que c'est faire quelque chose.

Les bonnes âmes qui ont pris l'initiative du mouvement pour le milliard sont loin d'être toutes bien intentionnées. Et si même il était possible d'envoyer des armes, ce ne serait encore rien car ce serait participer encore au processus que se déroule sous nos yeux. Il n'est dans la possibilité de personne, pas même de l'U.R.S.S., de livrer autant d'armes qu'il faudrait pour lutter contre le géant américain. Sur le plan militaire, il n'y a pas de solution pour les Vietnamiens, il n'y a pas de possibilité réelle de les aider.

Dans un conflit militaire, l'U.R.S.S. elle-même ne pourrait résister. Seul le prolétariat mondial, seule la révolution peut vaincre l'impérialisme, fauteur de guerre. Et c'est à la révolution mondiale et en ce qui nous concerne, en France, qu'il faut œuvrer pour délivrer le Vietnam et le monde.

Chaque pas dans cette voie, si minime soit-il, est un acte positif. Chaque geste qui en détourne les militants révolutionnaires et les travailleurs, fut-il en apparence le plus charitable vis-à-vis du Vietnam combattant, est un coup de poignard dans le dos du paysan qui combat pour un avenir meilleur.

Françoise MAIGNAN.

A Besançon : Quand le "Mouvement de la Paix" fait la guerre !

ALORS qu'à Paris, 5.000 personnes se rassemblaient place de la Bastille pour protester contre la guerre du Vietnam, nos camarades de Besançon nous font savoir ce qui se passait ce même jour dans leur ville.

Samedi 10 décembre à 17 h 30, à Besançon.

A l'appel du Mouvement de la Paix avait lieu une manifestation pour la paix au Vietnam.

Un texte suffisamment large pour que tout le monde puisse y souscrire (parlant par exemple du retrait de toutes les troupes étrangères au Vietnam) avait été diffusé antérieurement.

Il y eut quand même quelques remous dans « la gauche » quand l'U.N.R. voulut signer le texte. Le Parti communiste et les organisations « de gauche » ne pouvaient rester à ses côtés. Il semble qu'ils tournèrent la difficulté, en ne faisant pas signer le texte aux partis politiques.

L'UNEF (Union Nationale des Etudiants de France), sous l'impulsion de quelques jeunes dont un JCR refusa de signer le texte trop ambigu, et, mettant l'UEC en minorité, en fit un autre qu'elle diffusa à la porte du restaurant universitaire.

Elle était pour le soutien au Vietcong, tout en apportant à la manifestation un « soutien parallèle ».

Pour notre part, nous avions décidé de participer à la manifestation, en respectant les consignes de silence (quoi que nous en pensions), mais sous nos propres mots d'ordre :

VIVE LA GUERRE DE LIBERATION DU PEUPLE VIETNAMIEN, et en diffusant, pendant la manifestation, un tract expliquant notre position.

Dès le début de la manifestation, des incidents se produisirent. Les organisateurs vinrent nous demander quel était le texte de notre banderolle, en nous disant qu'ils nous expulseraient s'il n'était pas « conforme ». Après discussion, ils parurent se résigner à nous laisser passer. Mais au bout de quelques mètres, trois ou quatre nervis se précipitaient pour déchirer la banderolle. Repoussés, ils s'éloignèrent, mais peu de temps après, une vingtaine d'énergumènes (pour la plupart des staliniens) se précipitaient sur les camarades, par derrière et parvenaient à déchirer et à arracher la banderolle (il y eut des coups d'échangés).

Pour les deux diffuseurs, c'était autre chose. Les organisateurs prétendirent vouloir les empêcher de diffuser leur tract, sous prétexte qu'il n'était pas prévu dans l'organisation de la manifestation (où nous n'étions d'ailleurs pas invités). A plusieurs reprises, ils tentèrent de les arracher. A deux ou trois reprises, une camarade qui faisait ce travail dut se défendre contre trois ou quatre gars qui se jetaient sur elle pour tenter de la ceinturer et de lui arracher ses tracts et de la pousser hors de la manifestation.

A tel point que des participants à la manifestation s'interposèrent pour la défendre en affirmant aux courageux défenseurs de l'ordre (qui se retiraient aussitôt à chaque fois) qu'elle avait bien le droit de s'exprimer et de diffuser ses idées si elle le voulait.

Quelques jeunes ouvriers trouvant que ces pacifistes étaient de drôles de gens qui agissaient pour le moins d'une curieuse manière, s'offrirent spontanément à l'escorter pour la protéger en cas de besoin.

Evidemment, tous ces démêlés étaient accompagnés d'injures « provocateurs ! Qui paie ?, etc » sans compter des injures plus directement contre la Voix Ouvrière.

Pendant ce temps, très démocratiquement, le service d'ordre des organisateurs faisait passer le mot d'ordre de ne pas lire le tract, essayant ainsi de nous priver de notre moyen d'expression.

Pour donner un petit aspect comique à cette manifestation qui pourtant ne l'était pas du tout, elle se termina sur les marches de l'Eglise Saint-Pierre, en face de l'Hôtel-de-Ville où les organisateurs relirent aux manifestants composés pour la plupart d'étudiants, de professeurs, de vieilles dames, de curés et de bonnes sœurs (à part des bonzes syndicaux, peu d'ouvriers), le texte de leur appel, où l'on parlait « de la conscience du monde ».

Malgré tous ses côtés négatifs, cette manifestation n'aura pas servi à rien, dans la mesure où, au travers d'elle quelques jeunes, même si ce n'est que quelques unités ont pris conscience eux du véritable problème que pose la guerre du Vietnam et de la lutte réelle qui est à mener.

Maria GRAY

Le mal de test

CREDIT LYONNAIS (Paris). — Au Crédit Lyonnais, depuis quelques années, la direction emploie de nouvelles méthodes vis-à-vis des jeunes embauchés.

Après leur avoir fait visiter pendant deux jours l'établissement, en en ayant vanté les mérites, on les laisse quelques semaines dans un service avant de les envoyer aux tests pour une journée.

Le Crédit Lyonnais qui se veut sans doute à l'avant-garde des méthodes psychologiques, a choisi ce moyen pour « diriger » les jeunes dans la « carrière » bancaire.

Les différents exercices visuels ou de mémoire devant en principe indiquer « la forme d'intelligence » des sujets.

Cela paraît vraiment risible quand on sait que les jeunes sont le plus généralement employés à classer des dossiers, taper sur une machine et effectuer tous les jours les mêmes travaux !

Mais les tests ne se limitent pas à cet aspect du problème. Les jeunes employés subissent en effet un « interrogatoire » où on les interroge sur leur vie, leurs goûts, etc.

Auprès de ceux qui répugnent à se livrer à une telle « confession » les « psychologues » insistent de façon déplacée.

Mais on se demande ce que cela peut bien faire à la direction du Crédit Lyonnais que les jeunes embauchés soient fiancés, sortent ou ne sortent pas le dimanche, aiment tel ou tel écrivain plutôt uue tel autre.

En fait, les seules questions auxquelles les jeunes accepteraient de répondre seraient : « Etes-vous satisfaits de vos 500 F à l'embauche et de l'horaire de 42 h 30 par semaine ? »

Mais la direction se garde bien de poser de telles questions. Elle connaît la réponse.

Travail du dimanche

RHONE - POULENC (Vitry). — La direction a licencié deux travailleurs du centre de recherches « Nicolas Grillet » parce qu'ils refusaient de venir travailler le dimanche pour soigner les animaux.

Qu'il soit nécessaire de donner à manger aux animaux le dimanche pour qu'ils ne crèvent pas, c'est là une vérité qu'il ne viendrait à l'idée de personne de nier. Mais qu'il faille deux jours de repos consécutifs aux travailleurs pour qu'ils ne subissent pas le même sort, c'est une vérité autrement plus importante.

Pourtant, il y a une solution bien simple pour conserver les bestiaux en vie et donner aux ouvriers leurs deux jours de repos. A notre époque, le niveau technique est suffisamment élevé pour que ce genre de travaux soit effectué par des machines. Cela existe déjà dans des entreprises qui élèvent des poulets ou des porcs par exemple, le rôle des hommes étant alors réduit à remplir de temps à autre les trémies des distributeurs.

Techniquement, Rhône-Poulenc, un des tout premiers trusts chimiques européens, en est évidemment capable, mais la direction préfère payer quelques ouvriers plutôt que d'investir des capitaux dans une installation non productive et même, la maison ne reculant devant aucun sacrifice, en licencier quelques-uns qui trouveraient à redire.

Car, voyez-vous, les patrons du centre de recherches, que le syndicat patronal des industries chimiques monte en épingle dans un tas de brochures et revues fort luxueuses, estiment que le repos et le gagne-pain des travailleurs peuvent bien être sacrifiés pour ses chiens : témoins les deux ouvriers qui sont bel et bien licenciés.

LE REFERENDUM ESPAGNOL

LE 14 décembre, par la grâce du Caudillo, le peuple espagnol a été appelé à voter. C'était la première fois depuis 1947, et rien n'a manqué pour faire de ce scrutin une sinistre comédie.

A aucun moment l'opposition n'a pu s'exprimer, non seulement sur les ondes de la radio et de la télévision, monopolisées par le gouvernement, mais encore dans la rue, par voies de tracts ou d'affiches, et de nombreuses arrestations pour « propagande illégale » ont été opérées.

Toute allusion même indirecte au mot « non » était interdite.

La presse française s'est faite l'écho des multiples moyens de pression utilisés par le gouvernement franquiste : obligation aux travailleurs de présenter un certificat de vote sous peine d'amende sur le salaire, bulletins remis aux électeurs portant préalablement l'inscription « si », absence d'isoloir, tout fut mis en œuvre pour obtenir, comme aurait dit notre général-président, un oui « franc et massif ».

Et, pour plus de précautions, les centaines de milliers de travailleurs espagnols vivant à l'étranger, les seuls qui ne soient pas soumis au contrôle et à la pression constante du curé et du « garde civil », n'eurent pas le droit de participer au scrutin. Il est vrai qu'en revanche, le droit de vote fut généreusement accordé à quelques dizaines de pieds-noirs installés dans la région d'Alicante, et qui défilaient avec des pancartes : « Nous aussi nous disons oui à Franco ».

On peut d'ailleurs se demander si toutes ces précautions prises par le régime franquiste étaient bien nécessaires. La question, comme toutes celles que l'on pose dans ce genre de référendum, était en effet suffisamment malhonnête en elle-même pour garantir un bon résultat : on n'avait le choix, en effet, qu'entre dire « oui à Franco » ou non aux (insignifiantes) améliorations démocratiques apportées au fonctionnement du régime.

Il n'est donc pas surprenant que Franco ait obtenu 95 % de oui (sur 110 % de « votants » dans certaines provinces !), et au lendemain de la proclamation des résultats, un certain nombre de dignitaires du régime franquiste affirmaient que ce pourcentage dépassait toutes les prévisions, et que le gouvernement se serait estimé heureux de 70 à 80 % de oui.

Cela est sans doute vrai, car ces 95 % ne font guère sérieux, et toute la presse française a ironisé allègrement sur les conditions dans lesquelles s'était déroulé le scrutin. Ce qui ne l'empêchait pas généralement de conclure, sans rire, que malgré tout, en abaissant un peu le chiffre, cela représentait fidèlement l'opinion du peuple espagnol.

Si Franco avait été suffisamment fûté pour n'obtenir que les 70 à 80 % de oui qui l'eussent satisfait, la grande presse française n'aurait vu là, sans aucun doute, qu'un signe manifeste de démocratisation du régime. (Car en France, « pays de la liberté et des droits de l'homme », n'est-ce pas, un référendum à 80 % est monnaie courante et chose normale.)

Mais demain comme hier, les travailleurs des Asturies, de Madrid ou de Barcelone, montreront par leurs luttes ce qu'il faut penser de ce oui « franc et massif » à Franco.

Car en Espagne comme en France, c'est dans la rue ou dans leurs entreprises, bien mieux que par un bulletin de vote, que les travailleurs qui disent « non à ce monde » peuvent exprimer leur volonté.

C. JUNG.

Les référendums passent... la répression demeure.

Une vague d'arrestations déferle actuellement sur l'Espagne. Après celles qui ont été opérées avant le référendum à Madrid et Valence, le 9 décembre, à Pampelune le 12, dans les Asturies le 13, contre des militants ouvriers, des étudiants, des professeurs qui appelaient par voie de tracts ou d'affiches à s'abstenir ou à voter nul au référendum, ce sont 58 militants d'organisations syndicales clandestines qui viennent d'être arrêtés pour « propagande illégale » et « association clandestine ».

Rappelons qu'il n'existe en Espagne qu'un seul syndicat légal, celui de la Phalange. Réduites à la clandestinité, les organisations ouvrières, notamment l'U.S.O. (Union Syndicale Ouvrière de tendance socialiste) avaient réussi cependant, lors des élections syndicales d'octobre dernier, à faire élire comme délégués certains de leurs militants. Ceux-ci avaient été à l'origine de la décision du syndicat du métal de protester par une grève de deux heures contre les licenciements effectués aux usines Barreiros.

De plus, l'U.S.O. s'apprêtait à tenir à Madrid une réunion nationale de ses membres et c'est sans doute cela que la police a voulu empêcher par des arrestations.

Parallèlement, la police a mené des perquisitions dans le faubourg ouvrier de Madrid, Villaverde, afin de découvrir d'autres militants de l'organisation clandestine.

Au moment où Franco essaie, avec son référendum, de faire croire à l'adhésion massive des Espagnols à son régime, les mesures policières qu'il se sent obligé de prendre contre toute opposition montrent bien la mesure du « soutien » qu'il peut trouver dans la population.

L. TOURFAN.

SOLIDARITE AVEC LES CINQ ANARCHISTES DU GROUPE « PREMIER MAI » ARRETES A MADRID

LE 24 octobre dernier, cinq militants anarchistes espagnols (L. Edo, A. Mursin, Rodrigue Cagnete et Herrera) étaient arrêtés à Madrid. Ils avaient projeté d'enlever le contre-amiral Norman G. Gillette, commandant en chef des forces américaines en Espagne, afin de protester « contre la démagogie patriotique du gouvernement Franco et sa complicité avec les projets des forces militaires américaines au Vietnam ».

Ces cinq militants seront jugés par un tribunal d'exception, non pas comme « politiques », mais comme faisant partie d'une bande de malfaiteurs.

Le « Comité espagnol révolutionnaire» nous communique que dans une conférence de presse tenue le 8 décembre à New York, Octavio Alberola, de la Fédération ibérique des Jeunesses libertaires, a déclaré que malgré les affirmations des autorités espagnoles, le groupe « Premier Mai » n'était pour rien dans l'enlèvement, en avril dernier, de Mgr Ussia, conseiller ecclésiastique à l'Ambassade d'Espagne auprès du Vatican. Confronté avec les cinq arrêtés, Mgr Ussia a affirmé qu'ils n'étaient pas les auteurs de son enlèvement.

Malgré ce démenti, la justice franquiste s'apprête à demander contre eux de très lourdes peines de prison.

HUGO BLANCO

Meeting à El Cusco, exigeant la liberté de Hugo Blanco et de tous les dirigeants politiques et syndicaux emprisonnés.

● suite de la page 1

Pérou à l'appel de différents groupes révolutionnaires (Parti communiste internationaliste, Pouvoir ouvrier, Jeunes anarchistes, Tendance marxiste révolutionnaire de la IVe, Jeunesse communiste révolutionnaire, Union communiste (Voix ouvrière), dans le cadre de la campagne pour la libération de Hugo Blanco et de tous les emprisonnés politiques péruviens.

Arrivés en deux cortèges par l'avenue Kléber et par la rue Copernic, les manifestants bloquaient pendant plus d'un quart d'heure l'avenue Kléber à la hauteur de l'Ambassade en scandant : « Libérez Blanco ». Pendant ce temps des tracts étaient distribués aux passants et aux automobilistes, leur expliquant le sens et le but de la manifestation et les appelant à renvoyer le tract à l'ambassadeur, en signe de protestation. Dans le même temps, une délégation remettait une protestation à l'ambassadeur. La police, non prévenue, mit près d'une dizaine de minutes à intervenir. Elle le fit sous la forme d'une dizaine d'agents accompagnés d'un brigadier et d'un commissaire de police, puis quelques minutes plus tard par l'intervention d'un car. Devant la détermination des manifestants et un rapport de force par trop en leur défaveur, les forces de l'ordre, après avoir vainement exigé le rétablissement de la circulation et quelques coups ayant été échangés, ne purent qu'assister impuissantes au déroulement de la manifestation. Avant la dispersion, un camarade prit la parole pour rappeler en quelques phrases la lutte de Blanco et de ses camarades.

Les manifestants gagnaient ensuite le métro Boissière en bon ordre, la police, dans l'impossibilité d'intervenir, suivant à quelques mètres de là.

une presse dite « ouvrière »

Polymécanique (Pantin). — « Voici pour la période du 26 novembre au 2 décembre une série de succès relevés par les syndicats CGT de la Région Parisienne »...

« Polymécanique, à Pantin : 42 h 50 au lieu de 45 pour les ouvriers et 40 à l'outillage ; les heures perdues seront indemnisées à 50 % ; 1 % est acquis au 1er décembre, etc... »

Voilà comment « l'Humanité » du 6/12/66 informe ses lecteurs. Et un tract de la section syndicale CGT de la Poly reprend le lendemain : « Si les travailleurs ont obtenu l'indemnisation des heures perdues à 50 % et 1 % d'avance sur les 3 % du 1er janvier, c'est grâce à l'action de tous, par des pétitions, délégations et les débrayages qui ont été faits à la Poly ».

Qu'en est-il en réalité ? La réalité pour les travailleurs de la Polymécanique c'est qu'ils se retrouvent avec des salaires amputés à la suite d'une **offensive de la Direction** . C'est la Direction qui a annoncé une diminution d'horaires due à « une baisse saisonnière habituelle », en même temps qu'elle annonçait une certaine compensation des heures perdues sans précision de chiffre. Dans le même temps les brimades se succédèrent contre les ouvriers de la Poly car la direction a fait savoir ouvertement qu'il y avait du monde en trop (une centaine).

Quant à l'indemnisation à 50 %, parlons-en. Elle ne se fera que sur la **moyenne** de l'année, si elle est inférieure à 45 heures, mais à **condition** que toutes les possibilités de récupération soient épuisées. Et ces possibilités, c'est la récupération des jours fériés en été, au moment de la saison. Ces récupérations n'avaient pas pu se faire l'année dernière, bien que la Direction, s'appuyant sur la convention collective, l'ait tenté. Les ouvriers avaient refusé, c'est pourquoi la direction essaye maintenant, que le rapport de forces lui paraît favorable, du fait de la morte-saison, de l'accroissement d'un certain chômage, de mettre en place des moyens de contrainte économique pour avoir les ouvriers à sa disposition en pleine saison : s'il y a refus de récupérer, il n'y aura pas d'indemnisation. Et s'il y a récupération, la moyenne annuelle se rapprochera d'autant de 45 heures et l'indemnisation se réduira à bien peu de chose.

En attendant il faudra vivre avec 42 heures et demie en décembre (40 h pour l'outillage) et 40 heures pour tout le monde en janvier et février. Ce qui fait 6,75 % en décembre et 13,5 % ensuite, de diminution de salaire.

Voilà les succès dont se glorifient C.G.T. et P.C.F. qui se satisfont de quelques miettes permettant de lier encore plus les ouvriers. Qu'ils mettent cela au compte des « pétitions, délégations, débrayages qui ont été faits à la Poly » est on ne peut plus mensonger. Ce qui est certain en tout cas, c'est que par ces méthodes de lutte employées depuis des années, ils désarment les ouvriers et permettent ainsi aux patrons de les rendre encore plus à leur merci.

D'un avenant, à de véritables conventions collectives

LE 29 novembre 1966, un avenant à la Convention collective de la métallurgie a été signé. La signature de ce document qui entre dans le cadre de la loi sur les conventions collectives, lui donne également force de loi.

Ainsi donc, voilà une convention qui devient la loi pour déterminer le taux des rémunérations des métallurgistes parisiens. Les travailleurs devront subir les effets de cette loi puisque par l'intermédiaire de leurs soi-disant représentants ils en deviennent signataires. Or, à eux, on n'a rien demandé. La grosse majorité d'entre eux ignorait même qu'autour d'un tapis vert on discutait en leur nom de leurs salaires. Beaucoup l'ignorent encore. Mais ce qui est encore plus scandaleux, si cela était possible, c'est que ceux qui ont signé en leur nom sont ceux qui les représentent le moins. En effet, parce que la C.F.D.T. et la C.G.T. n'avaient pas signé l'avenant précédent du 23 mai 1966, le trouvant insuffisant, elles se trouvaient exclues des négociations de novembre.

Que restait-il donc pour signer, au nom des ouvriers, une loi qui les intéresse au plus haut point puisqu'elle concerne les salaires ?

Il restait la C.F.D.T., la C. G. C., la C. G. T. - F. O. et les autonomes, et les indépendants (C.F.T., C.G.S.I., C.S. T.L. et U.S.F.).

Ainsi, pas moins de sept syndicats ont signé au nom des ouvriers. Mais à eux tous réunis, combien de travailleurs représentent-ils? Dans l'ensemble, certainement moins de 25 % de... voix aux élections et, dans la pratique, à peu près zéro quant aux aspirations des travailleurs. Pauvre démocratie.

Et que nous donne la signature de ce nouvel avenant aux conventions collectives : rien. Car il ne fixe pas les taux de salaires réels, mais les taux *minima*. Comme, dans la pratique, tous les salaires sont largement au-dessus de ces taux, ils n'ont aucune incidence pratique sur les salaires réels.

Les salaires garantis pour le personnel horaire sont les suivants :

M 1	2,65
M 2	2,73
OS 1	2,82
OS 2	3,01
P 1	3,36
P 2	3,75
P 3	4,16

Pour le personnel mensuel, le taux du point est fixé à 3,70. Mais comme ce taux est dérisoirement bas et qu'au coefficient 100 il est inférieur au SMIG, les salaires des petits coefficients jusqu'à 135 sont rajustés un peu au-dessus de 3,70. A partir de 138 et jusqu'à 340, la valeur du point à 3,70 est respectée scrupuleusement.

Ainsi, ce genre de conventions collectives qui prétendent satisfaire la loi, sont d'abord signées par des irresponsables non représentatifs en dehors du mandat que leur donne la loi bourgeoise, mais nullement les travailleurs.

Ensuite, elles fixent des salaires ridiculement bas dont la base est inférieure au SMIG, ce qui permet aux patrons de jouer les généreux en laissant croire qu'ils paient les ouvriers bien au-delà de ce que leur impose la loi.

Signalons pour mémoire que la C.G.T., l'organisation la plus « représentative », fait pour sa part campagne pour un nouveau projet de convention collective fixant le salaire minimum à 600 francs par mois! C'est pour cet objectif « mobilisateur » qu'elle organise depuis plus d'un an des « journées revendicatives » nationales afin d'imposer au patronat... la discussion de son projet.

De véritables conventions collectives, cela veut dire en premier lieu une véritable représentation ouvrière. Ceux qui signent au nom des travailleurs doivent les représenter authentiquement et pour cela ils doivent les consulter avant d'apposer, en leur nom, leurs signatures à côté de celles des patrons, au bas d'un document qui a soi-disant force de loi.

En ne permettant qu'aux seuls syndicats de signer au nom des ouvriers alors que l'immense majorité des travailleurs ne sont pas syndiqués, et en éliminant ceux qui ont la plus grande représentation électorale, la loi sur les conventions collectives n'est qu'une caricature qui rend caduque la signature de telles conventions. Mais de véritables conventions collectives ne sont pas seulement des conventions dont l'authenticité de la représentation est indiscutable, ce sont surtout des conventions qui ont une application pratique, c'est-à-dire qui fixent des salaires réels et non minimum et qui obligent légalement les patrons à payer les salaires inscrits dans la convention.

A partir du moment où la convention fixe les salaires réels, non seulement les travailleurs ont des taux de salaires garantis, mais encore l'unification des salaires se réalise, sinon pour l'ensemble des travailleurs, du moins pour ceux d'une même catégorie.

Dans l'avenant qui vient d'être signé, il y a pour le personnel horaire sept catégories de M1 à P3 (voir ci-dessus). Si la convention était une véritable convention et que les taux indiqués soient les taux réels et non les taux minimum garantis, il y aurait pour toute la région parisienne, dans la métallurgie, sept payes différentes. Actuellement, il y en a presque autant que d'ouvriers. Les conventions collectives ont pour but, entre autres, de rendre *collectif* le taux des salaires. Mais pour que les conventions collectives puissent aboutir à *unir* les travailleurs autour de payes décentes et collectives, il faudrait que les syndicats proposent des taux de salaires convenables. Il fut un temps où l'on parlait beaucoup du « tarif syndical ». Le rôle des syndicats était d'organiser la lutte des travailleurs pour imposer, dans les conventions collectives, le tarif syndical. Nous n'avons pas, quant à nous, les moyens de définir un *tarif syndical*. Mais, puisque les syndicats font preuve de la plus ignoble carence en ce domaine, nous pouvons proposer aux travailleurs un point de repère. Plutôt que de s'enliser dans des considérations ridicules et des calculs acrobatiques, nous proposons tout simplement de prendre les taux de la convention collective de la métallurgie parisienne signée le 29-11-66 et indiqués plus haut, et de remplacer taux effectifs garantis par taux réels, en doublant ces taux. Nous aurions ainsi un *tarif syndical* qui approcherait sensiblement de celui qui est nécessaire actuellement, à faire intégrer dans de véritables conventions collectives.

Henri VAUQUELIN.

Samedi 10 décembre à 15 heures
Place de la Bastille !

Version pacifiste du théâtre aux armées

A l'appel du « Mouvement de la Paix », quelque 5.000 personnes se sont rassemblées à la Bastille, samedi après-midi, pour protester contre la guerre du Vietnam.

5.000 personnes, dont certaines venaient de Province (on a pu voir des banderoles des Bouches-du-Rhône). Celà fait peu de monde par rapport à ce que le seul P.C.F. est capable de mobiliser. Si peu que la place de la Bastille où avait lieu le rassemblement n'était même pas occupée. Elle servait de fond à un spectacle théâtral offert par la troupe Gérard Philipe pour débuter la manifestation.

Dans un silence discipliné, les présents écoutent un chœur parlé imiter à force coup de tambour et d'effets de voix les vrombissements des moteurs d'avions, l'explosion des bombes, suivis d'une énumération de 50 étapes de l'escalade jusqu'à la guerre nucléaire généralisée.

Après le spectacle, des orateurs « pacifistes » et staliniens vont essayer de montrer la nécessité de lutter pour la paix au Viet-nam, afin d'éviter une escalade dangereuse pour « nous-mêmes ».

En une heure de discours on entend une seule fois parler de l'impérialisme : ce n'est même pas pour dire qu'une guerre mondiale reste un danger tant qu'il n'est pas vaincu.

A la fin des discours une résolution annoncée comme « farouche » et « efficace » et déclarée adoptée à l'unanimité par applaudissements, propose la réunion d'Etats généraux pour 1967.

Voilà qui est « farouche » et « efficace » ! !

Quelques instants plus tard, la dispersion, orientée dans la rue du Faubourg Saint-Antoine se transforme en une manifestation.

A ce rassemblement participaient un groupe de J.C.R. et un groupe de pro-chinois dont les banderolles portaient des mots d'ordre appelant à abattre l'impérialisme où qu'il soit pour aider le F.N.L.

C'est de ces groupes qu'ont été entonnées des « Internationales », que des poings ont été dressés et des drapeaux rouges brandis.

Les staliniens sous prétexte que ce n'étaient pas les mots d'ordre ont provoqué des bagarres et réussi à arracher une banderole « Vive la Révolution vietnamienne » et un drapeau rouge.

Faisant preuve même d'une organisation et d'une combativité qu'on ne leur voit utiliser que contre les groupes d'extrême-gauche et jamais contre les groupes fascistes, le service d'ordre réussit finalement à isoler environ 200 jeunes qui continuèrent seuls à manifester quelques minutes, pendant que le reste était dispersé par les organisateurs de la manifestation.

P. DECHAT.

LES DERNIERS DÉFENSEURS de l'industrie aéronautique française

SUD AVIATION (Courbevoie)

A Sud-Aviation, le PCF ne se manifeste guère, sauf pendant les périodes électorales. Ses seules publications, tous les 3 ou 6 mois, sont des propositions pour la défense de l'aéronautique française. Il propose régulièrement un programme de développement de l'aviation civile au lieu des fabrications d'engins destinés à la guerre. Pour appuyer cela, il ne trouve pas mieux que de se placer du point de vue de l'intérêt des patrons et de leur Etat. Car, comme il l'explique dans son tract de novembre 1966 :

« Actuellement l'industrie aéronautique française consacre l'essentiel de son activité à des fabrications d'armements. »

« Une telle orientation cependant est incapable d'assurer le plein emploi à court terme et à fortiori à long terme, la course aux armements ayant tendance à se ralentir (et nous y œuvrons de tout notre cœur) »

« D'autre part, elle est nettement inflationnaire. En effet, le client de l'armement est l'Etat... »

« ...Au contraire, une orientation aéronautique civile, outre qu'elle assurerait des charges de travail à long terme au niveau des études comme de la fabrication ne porterait en elle aucun danger d'inflation. AU CONTRAIRE, même dans son état actuel, l'aéronautique civile fait rentrer des devises, c'est-à-dire qu'elle augmente les réserves d'Etat au lieu de les diminuer... »

Et plus loin, on apprend : « alors que notre président directeur général participait à ce conseil (d'administration), la seule voie CONTRE l'achat du 727/200 (moyen courrier boeing) fut celle d'un élu CGT du personnel, M. Grassi qui fut également l'auteur de la seule abstention au sujet du 747, TOUS LES AUTRES VOTANT POUR y compris le général Pujet (directeur de Sud-Aviation) alors que Toulouse aurait tellement besoin d'une commande de 30 « Caravelle » et nos bureaux de l'étude de l'Air-Bus ! »

« De même une tentative de sabotage de la fabrication des « super frelons » à Marignane est en cours actuellement. »

« Non seulement les directeurs ne font rien pour l'extension de notre production, mais encore on a l'impression qu'ils accélèrent par tous les moyens le processus de dégringolade de l'aéronautique civile française actuelle ! ».

Voici la réponse de la Voix Ouvrière « Sud-Aviation » du 21-11-66 :

«...On nous parle à longueur de ligne de rentabilité, d'investissement, de charges de travail, de la Caravelle, de l'Air-Bus, de « notre président-directeur général. etc. »

Le patronat n'a pas besoin de conseil pour savoir où est son intérêt, ce qui est rentable et ce qui ne l'est pas en système capitaliste. Par contre il a besoin des responsables du PCF et de la CGT comme intermédiaire pour duper les travailleurs sur leur propre intérêt.

En effet, nous ne voyons pas en quoi la modification des projets de fabrication change quoi que ce soit à notre sort. Est-ce que la production de la Caravelle ou autre a fait réduire le temps de travail et augmenter les salaires ?

S'il y a moins de travail, si les fabrications baissent ou changent d'objet, toutes choses qui ne dépendent pas de nous, nous ne pouvons lutter que pour une chose : la garantie de notre salaire, indépendamment des réductions d'horaires et des fluctuations du marché. Et cela dépend effectivement de nous.

Mais pour engager une telle lutte nous ne pouvons faire confiance aux responsables du PCF et de la CGT puisque leur temps est déjà occupé, oh combien ! par des discussions sur la rentabilité de la production française, c'est-à-dire la production des capitalistes. »

APRÈS LE DÉBAT A L'ASSEMBLÉE SUR DJIBOUTI

Où les députés ne parlaient que d'autonomie tandis que les peuples se battent pour leur indépendance !

LE 2 décembre l'Assemblée nationale a discuté du projet de loi organisant le référendum en Côte française des Somalis.

Il avait fallu les pancartes et les manifestations de Djibouti au cours du voyage de de Gaulle à Pnom-Penh pour que l'ensemble de la population française se rappelle l'existence de la Côte « française » des Somalis, et se rende à l'évidence qu'aussi petits ou déshérités qu'ils soient, les territoires colonisés par l'impérialisme français n'aspirent qu'à l'indépendance.

La répression s'y est abattue : quadrillage des légionnaires — 3 500 y sont cantonnés pour une population d'environ 80 000 personnes — emploi de grenades offensives et d'auto-mitrailleuses, et l'on ne saura jamais le nombre exact des morts.

Mais devant l'ampleur des manifestations et étant donné le caractère publicitaire de son voyage, de Gaulle déclara : « Si par la voie démocratique la Côte des Somalis exprimait un avis nouveau en ce qui concerne son destin, la France en prendrait acte ». Et, pour témoigner ce qu'il entendait par le mot « démocratique », le Gouvernement français fit arrêter le leader de l'opposition qui était à l'origine des manifestations. Ce dernier n'était pourtant pas un militant révolutionnaire, mais un député apparenté U.N.R., ce qui donne une indication sur l'ampleur du mécontentement qui doit régner à Djibouti. Depuis, treize autres personnalités politiques de l'opposition ont été arrêtées, plusieurs centaines de personnes ont été « reconduites » à la frontière de la Somalie (indépendante) et jusqu'à fin octobre de petits entrefilets dans les journaux annonçaient que des personnes avaient trouvé la mort « dans des circonstances mal définies ».

Mais enfin, le projet de loi organisant le référendum est venu en discussion.

Le texte du projet gouvernemental déclare que la population sera consultée « sur la question de savoir si elle souhaite demeurer avec un statut renouvelé de gouvernement et d'administration au sein de la République française ou en être séparée ».

Ce statut renouvelé n'est pas encore connu, mais Pompidou qui déclare : « Nous sommes prêts à aller aussi loin que possible dans la voie de l'autonomie de gestion », a bien spécifié que le gouvernement français garderait en mains les affaires étrangères, la défense nationale, la monnaie et la défense de l'ordre public sur le territoire. Ce qui signifie donc pour la population le maintien de l'arbitraire policier, les fouilles, les rafles et les emprisonnements, sans aucun droit réel de décision. Voilà toute l'autonomie qu'accordera l'impérialisme français ! Cela n'est pas fait pour nous étonner, mais au cours du débat les députés qui sont intervenus ne sont pas sortis du cadre des propositions gaullistes, et tous, de Mitterrand à Aimé Césaire, député de la Martinique, maire autonomiste de Fort de France, ont rendu hommage au projet de loi : « projet généreux et hardi dans son principe » (A. Césaire), « effet favorable produit par le dépôt du projet » (Mitterrand), en déplorant seulement le caractère d'ultimatum qu'il comporte. Or cet ultimatum est l'essence même du projet. Car si le libellé du texte peut paraître « objectif », les déclarations ministérielles qui l'accompagnent ont un ton menaçant. Si la population de la Côte des Somalis opte pour la séparation d'avec la France, alors toute aide lui sera retirée, et elle ne bénéficiera plus des « largesses » de la métropole.

C'est avec de telles menaces que le Gouvernement pense effrayer les dirigeants politiques de la population de Djibouti et leurs homologues des autres territoires ou départements d'outre-mer. Et ces derniers sont effectivement effrayés. Pourtant la population de la Côte des Somalis, de Guadeloupe, de Martinique ou de Guyane ne voit guère la couleur de l'aide que la métropole fournit. A la Guadeloupe par exemple, les petits planteurs ruinés après le passage du cyclône, les chômeurs des bidonvilles entourant Pointe-à-Pître attendent toujours... ce qu'ils auraient dû toucher lors des cyclônes précédents. Ce que le Gouvernement français finance dans les pays qu'il domine, c'est son propre appareil de répression, sa propre administration, et les grands propriétaires ou capitalistes. (Les possesseurs de plantations à la Guadeloupe sont sûrs, eux, d'être indemnisés.) Autrement, seuls quelques commerçants, intermédiaires bénéficient indirectement de l'aide que fournit l'impérialisme français.

Et ces quelques miettes mises en balance avec l'oppression directe de l'appareil d'Etat français ne font pas le poids et la situation insupportable dans laquelle se trouve la population fait que dans tous ces pays, à tout référendum vraiment démocratique on trouverait une majorité de OUI pour l'indépendance.

Pour toutes les populations colonisées, l'indépendance, c'est la réintégration dans l'humanité. L'indépendance c'est la reconnaissance de ne plus être des étrangers dans leurs propres pays, et nous défendons de toutes nos forces les revendications d'indépendance des peuples opprimés par l'impérialisme.

Certes, l'indépendance n'est pas en elle-même une solution. Surtout dans ces pays qui ont été appauvris par le pillage de toutes leurs richesses draînées vers la métropole.

Un véritable développement des pays ex-coloniaux ou semi-coloniaux ne pourra, certes, pas se produire sans une étroite collaboration, sans l'aide active des économies puissantes des métropoles.

Mais la condition première d'une telle collaboration c'est la fin du capitalisme dans les métropoles elles-mêmes et, partant, la fin de l'impérialisme et la réorganisation de l'économie mondiale en fonction des besoins de l'ensemble de la population du globe.

Sylvie GRENET.

LES VRAIS RAISONS

48 F par semaine. Vous avez bien lu par semaine et non par jour. C'est le salaire d'une débutante travaillant 9 heures par jour, à la chaîne dans une usine de chaussures de la Moselle.

La télé a quelquefois du bon de nous montrer le bel avenir qui attend notre jeunesse, comme dirait « qui vous savez ».

Dans une autre émission, on pourra nous parler du problème de la prostitution, de la délinquance juvénile.

Tous ces maux, justement dénoncés, conséquence directe des salaires indécents proposés à des jeunes filles de 16 ans.

150 ans de lutte du peuple kurde

LORS de son quart d'heure à la télévision, d'Astier de la Vigerie a fait allusion au génocide du peuple kurde. Mais peu de gens connaissent le drame de ce petit peuple courageux qui, depuis le début du XIXe siècle, mène une lutte âpre pour obtenir son indépendance.

Au nombre d'environ 10 millions, les Kurdes occupent un territoire de 500.000 km carrés partagé entre la Turquie, l'Iran, l'Irak, la Syrie et l'Arménie soviétique.

Durant tout le XIXe siècle, les Kurdes luttèrent pour obtenir leur indépendance de l'empire Ottoman. En 1847, la dernière principauté kurde était effacée de la carte par les armées turques. La lutte n'en continua pas moins. La défaite de la Turquie lors de la première guerre mondiale et le renversement du sultanat par Mustapha Kemal « Ata Turk », les déclarations qui s'ensuivirent sur le droit des Kurdes à disposer d'eux-mêmes laissèrent espérer un instant que le Kurdistan allait connaître l'indépendance. Mais il fallut vite déchanter. En 1923, Ata Turk interdisait la langue kurde sur tout le territoire du Kurdistan turc.

Dans les provinces orientales de l'Empire Ottoman, que les impérialistes franco-anglais s'étaient attribués par le Traité de Sèvres (Syrie, Irak, Palestine), la population Kurde ne connut aucune amélioration. Le territoire du Kurdistan irakien englobant la riche région pétrolière de Mossoul et Kirkouk, il n'était pas question pour le gouvernement royal irakien, laquais des anglais, d'accorder une quelconque autonomie aux Kurdes. En 1923, 1933, 1939, 1945, l'armée irakienne, appuyée par l'aviation anglaise, la Royal Air Force, intervint contre les insurgés Kurdes qui menaçaient les champs pétroliers.

Après la chute de la royauté, en 1958, les gouvernements républicains (Kassem, Aref, etc) reprirent la même politique, la répression étant coupée de trèves éphémères de quelques mois.

En Iran, dès 1922, toutes les organisations culturelles, sociales ou économiques kurdes furent interdites.

Le gouvernement iranien, tout comme le gouvernement turc a seulement nié l'existence non seulement du problème mais aussi de la nation kurde.

Pour Ankara, le Kurdistan était habité en 1937 par des « Turcs montagnards » et en 1946 par des « Turcs négligés » qui avaient oublié leur langue maternelle. La conception du gouvernement sur ce problème Mahmoud Essad, ministre de la justice, l'avait brillamment exposé :

« Le Turc est le seul seigneur, le seul maître de ce pays. Ceux qui ne sont pas de pure origine turque n'ont qu'un seul droit dans ce pays : le droit d'être serviteur, le droit d'être esclave. »

Pour le Shah d'Iran, le Kurdistan iranien était peuplé de « vieux Iraniens », pour le gouvernement irakien en 1945, les troubles dans la région de Mossoul étaient dus « à une bande de brigands ». Là non plus, il n'y avait pas de problème kurde.

Mais la lutte courageuse de la nation kurde a apporté maints démentis à tous ceux qui voulaient nier son existence. Depuis 1939, le leader le plus populaire des Kurdes, Mustapha Barzani, continue à se battre.

En 1945, il bat l'armée irakienne qui avait lancé une offensive contre lui, mais, avec l'intervention des troupes anglaises, devra se replier en Iran. Il y proclame le 11 janvier 1946 une République Kurde indépendante qui sera détruite en décembre de la même année par l'armée iranienne, appuyée par les Turcs et les Irakiens.

C'est encore lui qui soulèvera les Kurdes d'Irak contre Kassem en 1961 après avoir appuyé la lutte de celui-ci contre les Anglais et Fayçal, puis contre Aref.

Aujourd'hui, solidement retranché dans ses montagnes, le peuple Kurde d'Irak attend que le gouvernement de Bagdad tienne ses promesses et lui accorde une large autonomie. Jusqu'à présent, tous les gouvernements qui se sont succédés se sont contentés de formuler de vagues promesses sans les tenir.

Leur attitude envers le problème Kurde montre bien que les gouvernements du Moyen Orient, qu'ils se disent (Aref, Kassem) ou non (Iran, Turquie) révolutionnaires sont absolument incapables de respecter le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

L. S

QUAND LES TRAVAILLEURS DE RENAULT SE PRÉOCCUPENT DE L'ÉDUCATION DES CHEFS

R.N.U.R. - Département 37 (Billancourt). — Au département 37 de la Régie Renault (Billancourt) le nouveau chef du département a entrepris une réorganisation générale : resserrement de la discipline, regroupement, déplacement, etc. Il s'agit de rendre le département rentable.

Les compagnons ont assisté longtemps, l'œil narquois à toutes ces modifications qui entraînaient une pagaille monste au Département. Mais leur patience à des limites et il fut envisagé lors d'une réunion C.G.T. d'entourer le chef de département dans l'atelier pour lui parler « à deux doigts des moustaches ».

Cette éventualité était plutôt bien vue, mais quelques militants C.G.T. pensaient qu'on risquait de sortir de la légalité !

Pourtant le 14/11/66 circulait de bouche à oreille que le jour J était fixé au 15.

Le 15/11/66 la quasi-totalité du département se retrouvait en embuscade sur le passage du chef de département.

Celui-ci arriva vers 14 h 15 et fut aussitôt entouré, le délégué titulaire de la C.G.T. l'interpella pendant que les deux adjoints du chef de département continuaient prudemment leur chemin.

Ce fut bref et notre chef refusant de discuter plus longtemps monta vers son bureau sous les huées et quelques « dégonflé ! dégonflé » fusèrent qui le décontenancèrent un moment.

Ces « jeunes» en effet, n'ont pas encore connu le grand frisson que la vieille maîtrise de Renault eut la très désagréable surprise de connaître il y a trente ans.

Et pourtant quels étaient les objectifs ? Obliger la direction à discuter des revendications ? En fait le débrayage réussit parce que ça changeait un peu des débrayages d'un quart d'heure et des pétitions platoniques.

Sur la suite à donner nous tombons ou plutôt nous retombons dans l'impasse. Personne à part la C.G.T. ne veut d'une grève pour le communiqué.

Au bout d'une heure, donc, nous revînmes à l'atelier, contents malgré tout d'avoir retenu qu'un instant, il est vrai, le chef de département. Cette nouvelle haute maîtrise a coutume de nous considérer comme de la «viande».

Mais les réactions humaines sont quelque fois imprévisibles. La lecture de quelques volumes de l'histoire du mouvement ouvrier manque à l'éducation de nos ingénieurs. Nous devrons donc leur donner encore quelques bonnes leçons de psychologie.

A PARIS

La prochaine réunion du

Cercle Léon Trotsky

aura lieu le :

LUNDI 19 DECEMBRE, à 20 h 30, Palais de la Mutualité. Salle C, 1er étage, 24, rue Saint-Victor. Métro : Maubert-Mutualité, sur le sujet :

LA CONSTRUCTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE PASSE-T-ELLE PAR LE REDRESSEMENT DU P.C.F. ?

NOTA : Cette réunion n'est pas publique. Entrée uniquement sur invitations.
Ces invitations peuvent être retirées à nos permanences ou à la librairie : LA NEF DE PARIS, 25, rue des Boulangers, Paris-5e

L'Etat Syrien FACE A l'Irak Petroleum Company

Le 8 décembre dernier, Radio-Damas a rendu publique la décision du gouvernement syrien de saisir tous les biens de l'Irak Petroleum Cie, situés sur son territoire. Ceci en vue de contraindre la Compagnie à acquitter les taxes dont elle est redevable à l'Etat syrien. Cette décision ouvre une nouvelle crise dans les relations entre les grandes compagnies pétrolières et les pays arabes sur les territoires desquels se trouvent les gisements ou les installations de transports.

L'Irak Petroleum Cie est un des cartels pétroliers les plus importants du Moyen Orient avec la participation de trusts géants tels que la Royal Deutsch Shell, la British Petroleum, la Compagnie Française des Pétroles, Esso et Mobil. Les gisements qu'ils contrôlent sont situés en Irak, mais 66 % des 60 millions de tonnes extraites transitent par la Syrie pour aboutir au port syrien de Banias, le restant étant embarqué dans le port libanais de Tripoli.

Un accord datant de 1955 réglemente les redevances de l'I.P.C. au gouvernement syrien. Cet accord prévoyait le partage égal, entre la Syrie et la Compagnie, des économies de transport réalisées en supprimant le détour qu'aurait représenté l'acheminement du pétrole par le port irakien de Bassora et par le canal de Suez. Ces économies ont été calculées en fonction de la longueur des oléoducs. Le gouvernement syrien de 1955, sous le contrôle quasi absolu de l'impérialisme, a cependant accepté le calcul de ces économies sur la base d'une longueur imaginaire attribuée aux oléoducs. Au total, donc, depuis 1955, la Compagnie s'est contentée de payer 10 cents de redevances par baril, au lieu de 22 cents. D'où une perte de 315 millions de dollars pour le trésor syrien.

Par ailleurs, alors que la plupart des pays de transit bénéficient depuis 1950 d'une réduction de 20 % sur le pétrole détourné à leur usage interne, la Syrie était parmi ceux qui devaient payer le prix fort. Le gouvernement syrien entend bénéficier de cette réduction et réclame donc le remboursement des 15 millions de surplus ainsi versés à l'I.P.C. Le contentieux s'élève donc à 330 millions de dollars. Les pourparlers entamés en septembre dernier entre la compagnie et le gouvernement se sont soldés par un échec. Le gouvernement syrien a donc décidé de saisir les installations portuaires et les oléoducs de l'I.P.C., tant que les arrérages ne sont pas versés. En représailles, le compagnie a ordonné le boycottage du port syrien, ce qui a pour conséquence l'arrêt du transit par la Syrie, donc le non paiement des redevances. L'arrêt du transit a entraîné une baisse considérable de la production de la compagnie, ce qui lèse évidemment l'Etat irakien, pays producteur. L'Irak a donc protesté contre l'attitude de l'I.P.C. et s'est déclarée solidaire de la Syrie.

UNE MENACE DE NATIONALISATION

La crise s'aggrave donc, prend de l'ampleur, et déjà le conseiller pétrolier du gouvernement syrien déclare, en guise de menace, que « rien n'empêchera l'Irak d'envisager la nationalisation de ses champs pétrolifères appartenant à l'I.P.C. », car, « même si l'Irak et la Syrie vendaient le pétrole à des prix de 30 à 40 % inférieurs au taux mondial, l'opération serait quand même plus rentable qu'aujourd'hui » (ce qui montre d'ailleurs, soit dit en passant, la marge bénéficiaire des trusts pétroliers).

Il y a loin, bien entendu, des déclarations aux actes. D'autant plus qu'une telle nationalisation nécessiterait une action unie et simultanée du pays des gisements et du pays du transit. Cependant, cette crise met à nu ce mécanisme d'escalade qui peut pousser le gouvernement parfaitement bourgeois d'un pays sous-développé à se heurter à l'impérialisme et, de proche en proche, à l'amener à nationaliser les biens d'un trust étranger .

L'INDEPENDANCE NATIONALE ET L'IMPERIALISME

L'indépendance politique en soi ne change rien à l'emprise économique de l'impérialisme sur un pays sous-développé. La bourgeoisie nationale exsangue continue à végéter à l'ombre de puissants trusts étrangers. Mais, alors que dans un pays colonisé l'impérialisme détient directement l'appareil étatique qu'il peut opposer à toute tentative de la bourgeoisie nationale d'obtenir une part plus forte de la plus-value produite dans son propre pays, l'indépendance politique assure à cette bourgeoisie nationale les possibilités de contrôler l'appareil étatique.

Certes, l'impérialisme prend ses précautions aussi bien en plaçant ses propres hommes aux postes clés de l'Etat indépendant qu'en continuant à exercer souvent directement certaines fonctions étatiques. Il n'en reste pas moins que la possession de l'appareil d'Etat par la bourgeoisie nationale met celle-ci en meilleure posture pour faire valoir ses intérêts. Réduite auparavant à la merci de l'impérialisme, tirant son profit de ce que l'impérialisme voulait bien lui laisser de la plus-value nationale, la bourgeoisie nationale s'estimera dorénavant en droit (et en force) d'exiger un nouveau partage du gâteau. Ces exigences ne vont en général pas bien loin, elles sont à la mesure de la faiblesse économique de cette bourgeoisie. Mais l'impérialisme — et ceci est tout aussi général — ne tient pas du tout à partager quoi que ce soit avec qui que ce soit, en tout cas même les exigences limitées de la bourgeoisie nationale sont déclarées exorbitantes.

Par ailleurs, si l'ancienne puissance tutélaire en tant que représentant des intérêts généraux de l'impérialisme peut faire quelques concessions, les trusts concernés peuvent ne pas se sentir concernés du tout (voir l'exemple récent du Congo).

DES BOURGEOIS CONVERTIS AU SOCIALISME ?

Ainsi, la moindre exigence de la bourgeoisie nationale en se heurtant à une fin de non-recevoir des trusts étrangers déclenche un mécanisme dont la marche peut ne s'arrêter qu'avec la nationalisation de ces trusts. Faut-il y voir une subite conversion des dirigeants de ces pays au socialisme ? Certes, non, mais cette bourgeoisie nationale veut vivre. Et l'impérialisme lui laisse tout juste la possibilité de végéter.

Les journaux ont souligné la prudence du gouvernement de Damas, qui a fortement insisté sur le caractère « provisoire » des saisies.

Mais les mêmes journaux ajoutent que le puissant cartel pétrolier ne peut pas capituler sans encourager les gouvernements d'autres pays du Moyen-Orient à réclamer la révision des redevances. Aussi l'Etat syrien est acculé à choisir. Ou il accepte les conditions de l'I.P.C. et abandonne le combat, ou il se décide à aller jusqu'au bout, y compris jusqu'à recourir à la nationalisation.

QUAND LA BOURGEOISIE DES PAYS SOUS-DEVELOPPES EST ACCULEE A LUTTER CONTRE L'IMPERIALISME

Le gouvernement de Nasser, en son temps, a fait ce dernier choix et réussit. Le gouvernement de Mossadegh, après l'avoir fait, fut renversé. D'autres gouvernements, enfin, après quelques velléités, ont capitulé avant de combattre.

Certes, il ne suffit pas de vouloir le repartage du gâteau, il faut encore pouvoir. Il faut toute une série de circonstances pour que l'Etat national d'un pays bourgeois puisse avoir la relative indépendance nécessaire pour s'opposer efficacement à l'impérialisme. Mais les nationalisations, les Nasser, les Mossadegh, les Arbenz sont inscrits dans la logique de l'opposition entre l'impérialisme et la bourgeoisie des pays sous-développés sur le partage de la plus-value produite dans ces pays. Ces Nasser, ces Mossadegh n'en deviennent d'ailleurs pas des socialistes et n'ont rien à voir, ni de près ni de loin, avec le prolétariat.

Le caractère même de l'antagonisme entre impérialisme et Etat bourgeois national, le fait qu'il suppose l'existence de cette plus-value qu'on se dispute, fait de ces antagonistes des alliés contre quiconque combat pour la suppression de la plus-value, et en ce sens, le prolétariat mondial est leur ennemi commun.

Il n'en reste pas moins que, pour sauvegarder ses intérêts, les bourgeoisies nationales, elles-mêmes, sont contraintes de s'opposer à l'impérialisme. La bourgeoisie syrienne est en train d'en faire l'expérience.

KALDY.

Quand le chef te frappe tend la joue gauche

S.N.E.C.M.A. (Paris 13e). — Récemment à l'usine SNECMA (Kellermann) un incident dont tout le monde parle s'est produit dans un atelier de contrôle.

Un chef de service obligé de faire le travail de deux sous-chefs absents était de mauvaise humeur, pour une fois qu'il devait travailler !

Il s'est mis tout à coup à prendre violemment à partie les contrôleurs sans aucun motif et d'une façon tres incorrecte : «bande de fainéants, bons à rien lavettes...». Personne n'a bronché ni fait mine de répondre. Tout le monde s'est tu, ouvriers et staliniens compris. Il faut dire que c'est un secteur où beaucoup d'ouvriers sont syndiqués à la CGT. Il paraît que ce n'est pas la première fois que de tels incidents arrivent. Le chef en question est réputé pour avoir de terribles colères.

Le lendemain, le chef arrive, passe dans le secteur des contrôleurs, leur serre la main : c'est son habitude, jusqu'à ce qu'un ouvrier du PCF arrive et refuse de lui serrer la main, en lui disant : « Si je suis une lavette, tu n'as pas à me serrer la main ». Le chef s'est mis en colère et l'a giflé purement et simplement.

L'ouvrier n'a pas répondu à l'insulte et au coup. Il est allé chercher un délégué de son organisation et tous deux sont montés voir le chef de département qui a fait appeler dans son bureau le chef énervé.

D'après ce que nous savons, le chef en question s'est fait rappeler à l'ordre par son supérieur hiérarchique et il s'est excusé auprès de l'ouvrier giflé. Mais le comble, deux jours après, celui-ci resserrait la main qu'il avait reçue sur la figure.

Les ouvriers d'un secteur voisin firent des réflexions justifiées sur cette affaire : « si c'est ça les leaders de la classe ouvrière, cela ne nous étonne pas que l'on n'arrive à rien avec des rigolos pareils ! ».

Tous ces ouvriers sont écœurés par la conduite du stalinien et vocifèrent contre le PCF et la CGT ; pourtant, cela n'est pas très étonnant : la SNECMA, nationalisée en 1945 (anciennement GNOME et RHONE) est un fief du PCF. Il ne faut pas oublier qu'en 1946, Tillon, ministre de l'aéronautique, faisait des discours à l'intérieur de l'usine en disant aux ouvriers : « Il faut produire, produire encore, cette usine est à nous, est-ce que vous sentez cette bonne odeur d'huile !».

Il est plus que notoire qu'à l'époque et pendant toute une période, pour grimper dans la hiérarchie de l'usine, il était recommandé de s'inscrire à la CGT et au PCF. Même si maintenant l'ambiance a changé, il n'empêche que les staliniens n'osent pas et ne veulent pas s'attaquer à la maîtrise de la SNECMA.

Nous ne pouvons faire paraître des informations de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

En voici la liste :

AERONAUTIQUE :
SNECMA Kellermann. — Paris XIIIe.
HISPANO-SUIZA — Bois-Colombes (Seine)
SUD-AVIATION. — Courbevoie.

AUTOMOBILES :
BERLIET. — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON. — Gennevilliers (Seine).
CITROEN. — Usines Levallois et quai de Javel.
PANHARD. — Paris.
GENEVE. — Ivry (Seine).
PEUGEOT. — Sochaux.
RENAULT. — Billancourt, 4 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine
R.N.U.R. — Général.
R.N.U.R. — Bâtiment C.
R.N.U.R. — Bureaux.
R.N.U.R. — Département 37.
SFA (Indenor) — Dijon.
RENAULT. — Flins.

METALLURGIE :
Aciéries et Forges de la Loire C.A.F.L. Saint-Chamond.
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — Saint-Nazaire.
Montres LIP — Besançon.
OLIER. — Clermont-Ferrand.
NEYRPIC. — Grenoble
BOURGOGNE ELECTRONIQUE. — Dijon
BRONZAVIA. — Courbevoie.
CABLES DE LYON. — Lyon.
C.I.T. — Paris 15e.
Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine)
LA POLYMECANIQUE. — Pantin.
C.S.F. — Levallois (Seine).
THOMSON — Gennevilliers (Seine).

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
KODAK. — Vincennes.
RHONE-POULENC. — Vitry (Seine)
ROUSSEL - UCLAF. — Romainville (Seine).
Raffinerie ANTAR. — Donges (Loire-Atlantique)
L'OREAL - Aulnay-sous-Bois.
MICHELIN — Clermont-Ferrand.
MICHELIN. — Bourges.
RHODIACETA. — Lyon-Vaise.
RHODIACETA — Besançon.

SERVICES ET DIVERS :
AIR-FRANCE — Ateliers Orly-Nord (Seine)
AIR-FRANCE. — Blanqui, Paris-13e.
ASSISTANCE PUBLIQUE (Hôpital Necker) — Enfants - Malades.
ASSURANCES GENERALES — Siège Paris
ASSURANCES GENERALES. — Drouot
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES. — Rue Viala, Paris 15e.
CHEMINOTS — Générale.
Imprimerie DESFOSSES. — Issy-les-Moulineaux
CREDIT LYONNAIS. — Siège central Paris
CREDIT LYONNAIS. — Levallois.
CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE — Rue de Flandre, Paris
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE — Paris
QUAIS et DOCKS — Marseille
URBAINE ET LA SEINE. — Paris
MINES. — Bassin du Douaisis - Mine d'Aniche.

Une région de la France, ROANNE

où la classe ouvrière existe encore

ROANNE est le centre économique d'une région relativement isolée des régions lyonnaise et stéphanoise.

La région économique roannaise comprend l'arrondissement de Roanne (département de la Loire), les cantons de Thizy et Amplepuis (département du Rhône) et ceux de Chauffailles, Marcigny et Semur-en-Brionnais (Saône-et-Loire).

Nous essaierons, plus particulièrement, de donner une vue sur l'agglomération roannaise et sur son arrondissement, sachant que les conditions de travail dans les cantons du Rhône et de la Saône-et-Loire précités y sont au moins aussi difficiles.

Sur les 152 000 habitants de l'arrondissement de Roanne, 50 000 sont salariés, dont 33 500 dans l'industrie, sur lesquels plus de la moitié sont dans le textile (17 600). L'agglomération roannaise, quant à elle, comprend les communes de Roanne, Le Coteau, Mably et Riorges. Elle a une population de 70 000 habitants environ ; cette population n'augmente qu'à cause de l'immigration des ruraux de la région, les enfants des générations précédentes étant souvent condamnés à quitter Roanne pour Lyon ou Saint-Etienne.

Il y a 23 500 salariés dans l'industrie roannaise, dont :

5 700 dans la métallurgie (24 %) ;

3 400 dans le bâtiment (15 %) ;

11 600 dans le textile (49 %),

2 900 dans diverses industries — papeteries, tanneries, ameublement, etc. (12 %).

La main-d'œuvre féminine est particulièrement importante. Si en France 28 % des salariés sont des femmes, à Roanne les femmes représentent 44 % des salariés, ce pourcentage s'élevant jusqu'à 70 % dans l'industrie textile.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE TEXTILE

Cette industrie, le nombre des salariés qu'elle emploie nous le montre, est la plus importante de toutes les activités économiques de l'arrondissement. Ses différentes branches sont :

— le Tissage coton qui occupe actuellement 10 % environ du personnel total de l'industrie cotonnière française avec près de 5 000 personnes ;

— le Tissage soierie (2 000 personnes, surtout à Charlieu) ;

— les Textiles artificiels (CTA: 900 personnes) ;

— la Bonneterie (7 700 personnes) ;

— la Confection (1 500 personnes) ;

— la Teinture et Apprêts (650 personnes).

LE TISSAGE COTON est la branche la plus ancienne, ses spécialités de production sont le tissu teint en fils et le tissu éponge. Mais il est en régression très sensible, ce qui s'est traduit par une baisse des effectifs ouvriers. Ainsi, dans la région Roanne-Thizy il y a eu près de 3 000 licenciés entre 1954 et 1964, c'est-à-dire qu'en 10 ans le total des effectifs ouvriers a baissé de 44 % environ ! En 1964-65 la récession s'est traduite par la fermeture d'établissements (l'usine de la Pacaudière par exemple), des licenciements, des réductions d'horaires (semaine de 32 heures). Certaines entreprises ont déclassé une partie de leur personnel, des gareurs ou chefs de service se retrouvent ouvriers ou employés avec réduction de salaire allant parfois jusqu'à 50 % !

Le personnel est rémunéré aux pièces ou au rendement. Pour les ouvriers ayant une qualification, la MOYENNE du salaire horaire est de 2,90 F environ ; mais il s'agit d'une moyenne et, en fait, la plupart des salaires se situent entre 400 F et 450 F par mois primes comprises. Il y a en outre des ouvriers non qualifiés (manutention, entretien des locaux, etc.) dont le salaire horaire ne dépasse guère 2,30 F ! S'ils constituent la minorité des employés du tissage, il n'en reste pas moins vrai qu'ils font partie du tiers du prolétariat roannais payé pratiquement au minimum vital ! (évaluation faite en 1965 par la C.G.T.).

Quant aux conditions de travail, en voici quelques aperçus : les dévideuses-bobineuses ont les salaires les plus bas, leur travail demande peu de qualification. Elles surveillent des métiers assurant entre autres le passage du peloton de fil à la bobine. L'ouvrière doit repérer le fil qui casse, ce qui est fréquent, et le renouer recharger la machine Elle se déplace pratiquement sans arrêt et nombreuses sont celles qui ont des varices aux jambes... On nous a cité le cas d'une tisseuse automatique, cas d'ailleurs assez fréquent dans cette spécialité, « bonne ouvrière » d'après le patron, conduisant 12 métiers à tisser en même temps, ce qui suppose un trajet de 25 mètres environ à faire sans arrêt. Elle travaille debout, dans l'humidité, dans un bruit incessant (atteinte de surdité partielle), par équipe de deux fois huit heures. Au bout de 30 ans de boîte elle gagne un des meilleurs salaires de la maison, entre 400 et 450 F ! Il faut ajouter que les tisseurs finissent presque tous sourds...

LES BRANCHES BONNETERIE ET CONFECTION sont plus récentes et aussi beaucoup plus florissantes. Les spécialités de production sont les vêtements de tricot et jersey, les sous-vêtements de coton, nylon ou rayonne. 80 % de la main-d'œuvre est féminine, souvent très jeune (moins de 15 ans). On compte beaucoup d'entreprises familiales et de petites boîtes avec moins de 10 ouvriers — il y aurait plus de 200 patrons à Roanne dans la bonneterie. Ces petites entreprises sont en fait des sous-traitants de maisons beaucoup plus importantes. Il y a 5 grosses boîtes de bonneterie ayant entre 250 et 400 ouvriers, les plus connues étant Pierron, Desarbres, Devernois. Les profits de ces maisons sont élevés, les salaires sont d'ailleurs un peu meilleurs que dans le tissage coton. Quant aux conditions de travail, il suffit de dire par exemple que chez Desarbres, l'an dernier, en été, sept ou huit ouvrières se sont évanouies dans une même journée à cause des effets conjugués de la chaleur et des cadences, pour s'en faire une idée. Chez Devernois, citons l'exemple des presses à vapeur et des ateliers de détachage : cinq presses dans une pièce basse et exiguë, la température est de 40° environ, travail debout, l'humidité détériore lentement la santé et nombreux sont les asthmatiques. Le détachage se fait à l'éther ou au trichlorétyiène, avec évidemment intoxication lente des ouvriers qui y travaillent.

Tout ceci concerne des entreprises relativement modernes Mais si on se tourne vers les petites boîtes, les conditions sont toujours plus dures encore... Un exemple : dans un village proche de Roanne, le local nettoyage d'une usine ne comportait aucune ouverture, sauf deux portes qu'on fermait à cause des courants d'air. Le nettoyage s'y faisait à l'éther... Dans presque toutes les entreprises, y compris les grosses, il n'existe pas, dans la bonneterie, de commission à l'hygiène et la sécurité. Un seul comité d'entreprise existe depuis quinze jours (Devernois). Il n'y a souvent pas d'organisations syndicales ; et c'est par hasard que l'on apprend certains cas d'exploitations criants : une dactylo sans travail, embauchée comme remailleuse, touchait 1,80 F de l'heure au lieu de 2,50 F... Il existe aussi de petites boîtes de bonneterie employant cinq à six ouvriers et travaillant six jours et demi par semaine, dimanche matin compris !

L'emploi est précaire : on embauche et débauche selon les fluctuations de la production. A part cela, certains patrons viennent de fêter joyeusement Sainte-Catherine avec « leurs » ouvrières, payant les petits gâteaux et à boire, mais faisant récupérer les deux heures perdues...

ET DANS LA SECONDE ACTIVITE ECONOMIQUE ROANNAISE :

La METALLURGIE avec, surtout, l'arsenal et les ateliers roannais de construction textile (ARCT).

L'arsenal, situé à Mably, emploie environ 2 500 ouvriers. Les salaires sont les plus « élevés » de la région roannaise. Les conditions de travail sont meilleures que dans le textile — ce qui n'empêche pas les conditions de sécurité de n'être pas appliquées... il faut tenir les cadences, et il y a des accidents du travail ; si actuellement ils sont un peu moins nombreux c'est que le char de 30 tonnes ne sort encore qu'en tant que prototype. A l'arsenal l'implantation de la C.G.T. et du P.C.F. est la plus forte : 500 ouvriers sont syndiqués C.G.T et 200 C.F.D.T. environ. Mais il y a peu de combativité.

— A l'occasion d'une visite à Roanne du ministre Messmer, en 1965, le préfet de la Loire s'adressant à un galonnard en parlant des délégués syndicaux dit : « Ils sont sages comme des images ces jeunes gens.. »

Les ARCT emploient entre 1000 et 1 200 ouvriers. L'activité de l'usine est actuellement en régression par rapport aux années précédentes.

Jusqu'à présent il y avait une section syndicale nombreuse (700 syndiqués C.G.T.). Cette section fut longtemps influencée par la C.N.T., puis prise en main par le P.C. Elle est encore la plus combative de Roanne, à tel point que l'U.D. C.G.T. intervint plusieurs fois auprès des délégués pour qu'ils orientent les ouvriers vers les revendications autres que salariales. Dans cette optique le C.E. fit construire un bowling (coût 14 millions AF) « pour les ouvriers »... qui y vont peu... laissant certains fils à papa de la ville en profiter ! Actuellement beaucoup d'ouvriers sont découragés par les petits mouvements (grèves tournantes, par atelier, etc.) qui ne cessent presque jamais et n'apportent plus grand résultat. Il y aurait encore d'autres industries à citer, telles les papeteries Navarre (600 ouvriers), les tanneries où les conditions de travail sont souvent plus mauvaises que dans le textile, les crayons Corgié, petite boîte de 100 personnes travaillant dans des conditions souvent lamentables — ainsi ceux qui préparent la matière première vivent dans une perpétuelle poussière, celles dont une partie du travail consiste à soulever plusieurs fois par heure un pilon de plus de 5 kg pour des salaires peu différents du SMIG.

Quant à l'activité des syndicats et partis, elle est actuellement faible. Peu d'activités syndicales, sauf pour le communiqué de presse. C.G.T. et P.C. se montrent peu. Leurs éléments les plus militants sont aux ARCT et à l'Arsenal.

Les plus dynamiques pour le moment seraient encore le P.S.U. et la C.F.D.T.. sous l'égide, souvent, du M.C.A.A.

A Roanne, malheureusement pour les théories de certains, il y a encore une classe ouvrière.

Nous citerons pour finir les chiffres suivants (donnés par la C.F.D.T.) : Moyenne des salaires interprofessionnels pour l'année 1963 :

— Région lyonnaise : 9 000 F.

— Région stéphanoise : 7 500 F.

— Région roannaise . 6 500 F.

Il n'y a d'ailleurs pas besoin de chiffres pour se rendre compte de l'existence de la classe ouvrière. Il suffit de visiter Roanne, ses quartiers pauvres et ses quartiers riches, la vieille ville derrière la mairie ou le faubourg Mulsant... et certaine rue de Riorges, les taudis d'un côté, les villas de l'autre. Il y a beaucoup de vélos à Roanne le matin, le midi et le soir... dans la journée on remarque plutôt des voitures de sport... et puis ces « bons patrons », gras, décorations à la boutonnière, paternalistes à souhait, on les voit aussi, surtout quand ils étalent leur contentement sur une page entière du « Progrès », les deux bras sur les épaules de leurs catherinettes !

J.-P. JOANNY.

ANIS SOIT QUI MAL Y PENSE

La « Vie ouvrière » qui a tant de raisons de se lamenter contre les méchants trusts dont « les intérêts sont contraires à l'intérêt national » a enfin trouvé un occasion de se réjouir : il existe au moins en France (si l'on en croit son numéro du 23-11), une entreprise (à laquelle elle consacre une double page) dont le «rayonnement est mondial » et qui « sert le prestige national ».

Les conditions de travail ne peuvent qu'être excellentes, puisque dans le dernier centre que cette maison vient d'édifier, il y a « 220 rosiers, 450 plantes vivaces, 520 troènes, 220 berbéris, 350 mahonias, 70 gros arbres divers ». Du reste on ne nous parle point, si ce n'est pour nous donner la liste des centres de loisirs et de vacances pour le personnel.

Le nom de cette société philanthropique, ben Ricard, évidemment.

Et si il y en a encore qui ont des doutes, quant au « prestige national », rappelons que la France est tout de même le premier pays au monde quant au taux de cirrhose alcoolique du foie.

Comme pourrait dire cet autre patriote, Aragon : « Mon pastis m'a donné les couleurs de la France... »

BRAVO LES JEUNES !

Les employés du Crédit Lyonnais-Levallois ont mené l'année dernière différents mouvements pour obtenir une diminution du temps de travail.

Après l'obtention d'un quart d'heure de moins par jour, accordé à l'ensemble du personnel du Crédit Lyonnais (et qui n'avait rien réglé), les syndicats ont, face à un mécontentement certain, tenté de mobiliser les employés, autour d'une revendication, qui est en fait une voie de garage : une demi-journée supplémentaire de congé par mois pour permettre au personnel de faire des courses, d'aller chez le coiffeur etc.

En fait aucune action ne fût organisée autour de cette revendication, les syndicats la déposant à la direction appuyée par des pétitions qu'ils faisaient signer dans les services.

La direction, après s'être fait tirer l'oreille pendant plusieurs mois a accordé une demi journée... non pas par mois, mais à prendre avant le 31/12/66.

Seulement elle assortit cette décision de mesures restrictives: ceux qui habitent Levallois n'y auront pas droit (ils sont tellement favorisés n'est-ce pas !) ; n'y auront pas droit non plus, ceux qui sont entrés après le 1er janvier 1964. De plus elle sera à prendre selon le bon vouloir des chefs, en fonction du travail du service.

Tout ceci fait que le 1/3 du personnel n'y a pas droit. Ce qui a créé plus de mécontentement que si la direction n'avait rien donné. Les syndicats n'ont pas réagi.

Mais le 18 novembre près de 200 jeunes de différents services, malgré le peu d'enthousiasme des dirigeants syndicaux, sont montés à la direction pour lui faire savoir que, eux, n'acceptaient pas ces mesures discriminatoires et qu'au-delà de la demi-journée c'est une véritable diminution du temps de travail qu'ils voulaient.

Et c'était en effet la seule façon de répondre à la fausse générosité de la direction.

TERROR EN MEXICO

Siguiendo la criminal campaña de terror iniciada este año contra cualquier signo de oposición política en la izquierda, el ultrareaccionario gobierno de Díaz Ordaz ha secuestrado a los doctores Fausto Dávila Solís, Tito H. Domínguez y al licenciado Génaro Jonguitud Lara. Nada se sabe de ellos, asi como del grupo apresado durante las represiones a la Universidad de México. Adolfo Gilly y trotskistas del grupo Posadas siguen incomunicados, siendo posible que, además de torturados, sean masacrados. El doctor Fausto Dávila Solís dejó una carta antes de ser secuestrado, en donde exponía temores de ser muerto por la burguesía. Poco después era golpeado, pateado y arrancado del timón de su automóvil.

La absoluta miseria social y económica a que la burguesía mexicana y el imperialismo yanqui han arrastrado a las masas mexicanas, trata de ser distraída por medio de inquisiones premeditadas, de terrorismo cínico, tretas propias de una famélica burguesía que se nutre parasitariamente sólo del turismo y los mendrugos que el imperialismo le permite después de explotar al trabajador y campesino mexicano. Ésta es la razón de las persecuciones; no nos interesa desmentir las burdas acusaciones que el sopor mediocre trata de achacar a los revolucionarios. En el mismo plano legal, inspirado en la Constitución Mexicana que Díaz Ordaz pisotea cuando le viene en gana, en ese mismo plano que llena de repugnante orgullo "democrático" a los enviados diplomáticos del lacayo, las acusaciones pierden todo valor jurídico.

Pero la burguesía mexicana ha hallado un buen socio contra los revolucionarios perseguidos. Aquella manoseada hetaira de la corrupción social, Lombardo Toledano y sus secuaces, se ha lanzado histéricamente en contra de los trotskistas. En gran parte gracias a las traiciones cometidas por el stalinismo de Toledano y repertorio, el trotskismo no tiene todavía el gran respaldo del proletariado mexicano, frente al cual no sería posible, para la burguesía y sus sirvientes, torturar y masacrar a los que se le oponen.

Es tarea inaplazable para todo revolucionario, el exigir la inmediata aparición y libertad de todos los presos políticos en México.

Piquetes en las embajadas, misiones y consulados mexicanos en todo el mundo deben de recordar a Díaz Ordaz que no podrá, aunque su naturaleza lo requiera, asesinar a revolucionarios en el anonimato. Cartas de protesta y telegramas también deben de ser enviadas al respetable palacio del tiranuelo del agobiado México:

Presidente de la República Mexicana
El Palacio Nacional,
México 1, DF
México

Diciembre 15, 1966

LIGA ESPARTACO
Nueva York
USA

LA « Spartacist league » organisation trotskyste des U. S. A. porte à notre connaissance un tract édité par leur groupe, le 15 décembre 1966, et dénonçant l'enlèvement en plein jour, par la police mexicaine, de militants trotskystes, (probablement de la tendance Pablo). Voici le texte :

TERREUR AU MEXIQUE

Faisant suite à la campagne de terreur qui débuta cette année contre tout semblant d'opposition politique de gauche, le gouvernement ultraréactionnaire Diaz Ordaz a séquestré les docteurs Fausto Davila Solis, Tito H. Dominguez et Genaro Jonguitud Lara. On est sans nouvelles d'eux, de même que pour le groupe arrêté lors de la répression à l'Université de Mexico.

On ne peut toujours pas communiquer avec Adolfo Gilly et les trotskystes du groupe Posadas. Il est possible qu'après avoir été torturés, ils aient été massacrés.

Le docteur Fausto Davila Solis, avant d'être enlevé, écrivit une lettre où il parlait de ses craintes d'être assassiné par la bourgeoisie. Peu de temps après, il était frappé et arraché du volant de sa voiture.

On essaye de contrer l'immense misère économique et sociale où la bourgeoisie mexicaine et l'impérialisme américain ont plongé les masses mexicaines par des méthodes inquisitoriales, par un terrorisme cynique, moyens caractéristique d'une bourgeoisie famélique qui vit en parasite, du tourisme et des miettes que l'impérialisme lui laisse sur l'exploitation du travailleur et du paysan mexicain.

Voilà la raison des persécutions.

Nous ne nous abaisserons pas à démentir les grossières accusations que l'on essaye d'imputer aux révolutionnaires.

Sur le plan légal lui-même, d'après la Constitution mexicaine, que Diaz Ordaz foule aux pieds quand il en a envie, cette Constitution qui remplit d'un répugnant orgueil « démocratique » les envoyés diplomatiques du gouvernement mexicain, les accusations n'ont aucune valeur juridique.

Mais la bourgeoisie mexicaine a trouvé un bon associé contre les révolutionnaires persécutés. Cette hétaïre de la corruption sociale, Lombardo Toledano et ses hommes (partisans) s'est lancé dans une chasse hystérique contre les trotskystes. C'est en grande partie à cause des trahisons du stalinisme que le trotskysme n'a pas encore l'appui du prolétariat mexicain, appui qui enlèverait à la bourgeoisie la possibilité de torturer et de massacrer ceux qui s'opposent à elle.

C'est une tâche urgente pour tout révolutionnaire d'exiger que l'on sache où se trouvent, et qu'on libère immédiatement, tous les prisonniers politiques du Mexique.

Des manifestations devant les ambassades, les missions et les consulats mexicains, dans le monde entier, doivent rappeler à Diaz Ordaz qu'il ne pourra, malgré ses désirs, assassiner un révolutionnaire dans l'anonymat.

Des lettres de protestation et des télégrammes doivent être également envoyés au respectable palais du tyran du Mexique :

Presidente de la Republica Mexicana
El Palacio Nacional
Mexico 1, DF
MEXICO.

Comment les bureaucraties syndicales luttent... pour DIVISER les ouvriers

C.C.A.F.R.P. (Paris 15e)

Le « dada » des syndicats de la caisse d'allocations familiales et pour tout dire l'essentiel de leur activité « revendicative », consiste de manière très originale à mettre systématiquement en avant des revendications d'augmentations par coefficients, c'est-à-dire par catégories professionnelles, et au besoin par service, par bureau, et même par fraction de bureau...

C'est ainsi que l'on peut voir, de temps à autre, sept employés d'un service passer du coefficient 152 à 160 (1), neuf autres d'un autre service de 118 à 125, les auxiliaires familiales passer de 135 à 141 et de 144 à 152 (alors qu'il était réclamé pour elles le 155 et le 210), F.O. veiller à l'application d'une décision de la direction attribuant le coefficient 160 à « 80 (?!) employés environ », etc.

Et on peut multiplier les exemples à l'avenant.

Mais le gros morceau, le pourquoi du comment, le grand objectif final commun à tous les syndicats (y compris F.O. dont nous reparlerons plus loin), c'est ce qu'on appelle le « déblocage de la classification ». Cette revendication consiste en la demande d'application d'un accord signé en commission paritaire nationale, avec les syndicats... en 1963 ! mais non approuvé par le ministre, donc non appliqué.

Cet accord revalorise la classification des emplois actuellement en vigueur, en ces termes :

Les coefficients :

118	passeraient à	125
135	»	150
144	»	160
152	»	175
160	»	190
180	»	220

Ainsi, non content de poser des revendications sans rapport avec l'intérêt de l'ensemble des employés, ils évitent même systématiquement de s'appuyer sur eux (ce ne sont certes pas les plates pétitions circulant de temps à autre qui sont d'une quelconque efficacité). Quand la direction accorde une augmentation à une fraction du personnel, c'est uniquement parce qu'elle le veut bien. D'ailleurs, on voit mal les six ou huit manipulatrices que compte une section du Fichier Familles entamer une « action » devant leur cinquantaine de collègues d'une qualification différente, pour que leur coefficient augmente de 135 à 138 (c'est-à-dire de 15 F par mois !). Les syndicats :

1°) réclament de nouveaux coefficents, en plus de ceux existant actuellement (les 150, 175 et 190 n'existent pas dans la classification actuelle) ;

2°) **contribuent consciemment** à l'élargissement de l'éventail hiérarchique, proposant **7 points** d'augmentation pour les petits coefficients (de 118 ceux-ci passeraient à 125) et **40 points** pour les plus élevés (de 180 à 220). Sans parler des cadres...

Ainsi, non seulement les syndicats réclament des miettes que la direction est susceptible de lâcher pour faire croire à la direction qu'ils existent et aux employés qu'ils sont « efficaces », mais en plus, ils divisent systématiquement ceux-ci, en particularisant leurs revendications d'une manière artificielle, au risque de monter les catégories les unes contre les autres (les arguments traditionnels sont qu'il faut augmenter telle catégorie car son travail est plus complexe...) et les « petits salaires » contre les « gros ».

De plus ô comble de l'humour ! « cette revalorisation de la classification, signée en mars 1963, était parfaite (!) mais trop chère », écrit la C.F.D.T. De fait, « la fédération C.F.D.T. cherche une solution pour obtenir la mise en application par étapes de notre (!) classification ». Pour ce faire, elle a décidé de proposer en commission paritaire l'évaluation d'une deuxième tranche de ladite classification (...).

« Depuis, **le projet C.F.D.T. est devenu commun aux organisations C.F.D.T., C.G.T. et C.G.C.** Il consiste à donner des coefficients intermédiaires entre la classification actuelle et celle signée le 20 mars 1963. »

F.O., pour sa part, propose depuis peu, pour se « démarquer » sans doute des autres syndicats et suite à une réunion de la fameuse commission paritaire nationale du 6 décembre 1966, un « déblocage de la deuxième tranche de la classification ».

La proposition F.O. se traduirait donc par une augmentation de 16 % sur les petits coefficients et 10 % pour les autres catégories.

Ce syndicat, faisant mine de défendre les petits salaires, ne fait que rentrer dans le jeu des autres syndicats et de la direction en proposant des augmentations par coefficients et passe sous silence le fait qu'il défend par ailleurs des revendications d'augmentation de salaire de 10 pour 100, c'est-à-dire en pourcentage (ce qui donne, pour un salaire de 500 F, 50 F d'augmentation, et pour un salaire de 1.000 F, 100 F d'augmentation !).

D'autre part, il n'explique pas non plus comment il se fait que, se réclamant de **la même revendication** que les autres syndicats (« deuxième tranche de la classification »), il en arrive à **proposer des coefficients différents.**

En tout cas, avant la guerre, il n'existait dans une entreprise que 4 ou 5 catégories professionnelles, et il ne venait à personne l'idée de réclamer une catégorie supplémentaire.

Il faudrait tout de même être sérieux, et au lieu de proposer des revendications d'augmentation de coefficients, qui ne font que nous diviser, réclamer une augmentation réelle des salaires, la même pour tous : 200 F par mois.

(1) Le point vaut environ : 4,80 francs.

Nous ne pouvons faire paraître des informations de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

En voici la liste :

AERONAUTIQUE :
SNECMA Kellermann. — Paris XIIIe.
HISPANO-SUIZA. — Bois-Colombes (Seine).
SUD-AVIATION. — Courbevoie.

AUTOMOBILES :
BERLIET — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON. — Gennevilliers (Seine).
CHAUSSON - Asnières (Seine).
CITROEN. — Usines Levallois et quai de Javel.
PANHARD. — Paris.
GENEVE. — Ivry (Seine).
PEUGEOT. — Sochaux.
RENAULT. — Billancourt, 4 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine.
R.N.U.R. — Général.
R.N.U.R. — Bâtiment C.
R.N.U.R. — Bureaux.
R.N.U.R. — Département 37.
SFA (Indenor) — Dijon.
RENAULT. — Flins.

METALLURGIE :
Aciéries et Forges de la Loire C.A.F.L. Saint-Chamond.
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — Saint-Nazaire.
Montres LIP. — Besançon.
OLIER. — Clermont-Ferrand.
NEYRPIC. — Grenoble
BOURGOGNE ELECTRONIQUE. — Dijon
BRONZAVIA. — Courbevoie.
CABLES DE LYON. — Lyon.
C.I.T. — Paris 15e.
Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine)
LA POLYMECANIQUE. — Pantin.
C.S.F. — Levallois (Seine).
THOMSON — Gennevilliers (Seine).

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
KODAK. — Vincennes.
RHONE-POULENC. — Vitry (Seine)
ROUSSEL - UCLAF. — Romainville (Seine).
Raffinerie ANTAR. — Donges (Loire-Atlantique)
L'OREAL - Aulnay-sous-Bois.
MICHELIN — Clermont-Ferrand.
MICHELIN. — Bourges.
RHODIACETA. — Lyon-Vaise.
RHODIACETA — Besançon.

SERVICES ET DIVERS :
AIR-FRANCE — Ateliers Orly-Nord (Seine).
AIR-FRANCE. — Blanqui, Paris-13e.
ASSISTANCE PUBLIQUE (Hôpital Necker) — Enfants - Malades.
ASSURANCES GENERALES. — Siège Paris.
ASSURANCES GENERALES. — Drouot
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES. — Rue Viala, Paris 15e
CHEMINOTS. — Générale.
Imprimerie DESFOSSES. — Issy-les-Moulineaux.
CREDIT LYONNAIS. — Siège central Paris.
CREDIT LYONNAIS. — Levallois.
CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE. — Rue de Flandre, Paris
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE — Paris
QUAIS et DOCKS — Marseille
URBAINE ET LA SEINE. — Paris.
MINES. — Bassin du Douaisis - Mine d'Aniche.

LES GARDES ROUGES

● **suite de la page 8**

38, il est évident que, vu la nature du régime de Mao, le caractère de son Etat, il ne peut pas utiliser contre les masses populaires les mêmes méthodes ni surtout les mêmes moyens qu'a utilisé Staline en son temps. La mise au pas de la population exige une mobilisation de masses limitée et contrôlée certes, mais mobilisation tout de même. Mais le fait que les masses mobilisées soient des masses petites bourgeoises amenées des campagnes au théâtre de leurs « opérations » : les villes industrielles, montre bien dans quel cadre cette mobilisation se place et quels objectifs elle sert.

Il est compréhensible par ailleurs qu'aussi dirigé et contrôlé que puisse être le mouvement, on ne commande pas onze millions de jeunes hâtivement regroupés et encadrés de la même manière qu'une armée. D'où les exactions qui sans doute, outrepassèrent la volonté des initiateurs, d'où aussi les heurts avec les échelons inférieurs de l'appareil de l'Etat et du Parti.

Mais là aussi, la nature sociale de la couche mobilisée trace une étroite limite à toute possibilité de « débordement ». Et la révolution socialiste en Chine ne sera pas le fait des intellectuels petits-bourgeois, mais le fait de ceux contre qui ils se battent aujourd'hui : le prolétariat de Pékin, de Canton, de Changaï et d'ailleurs.

Un accord entre le Syndicat du Livre et les patrons

HISTOIRE D'UNE DÉFAITE

Le Syndicat du livre parisien, par son Comité intersyndical, vient de signer un accord avec les patrons parisiens du livre (Labeur), attribuant aux ouvriers de cette corporation une semaine de congés, non rémunérée, en hiver.

Cette revendication figurait depuis plusieurs années au programme revendicatif du syndicat. Les travailleurs parisiens, comme ceux de province, tenaient à la voir aboutir rapidement. Le travail dans les ateliers devenant de plus en plus pénible par l'introduction du matériel moderne, et les conditions de vie dans les grandes citées urbaines, faisaient que cette semaine de repos supplémentaire devenait pour les travailleurs une nécessité évidente.

Les patrons opposant à chaque fois un refus catégorique de discuter de cette revendication, le syndicat décida le 16 décembre 65 une grève d'une heure sur le plan parisien. Ce mouvement fut suivi massivement par les travailleurs, puis on n'entendit plus parler de rien ; le syndicat se taisait, et ne mobilisait plus les travailleurs, les discussions étaient toujours au point mort.

Au mois d'avril 1966, les patrons après cette longue période de silence, refusèrent cette fois de recevoir les dirigeants syndicaux, et par là même toute discussion sur l'ensemble des revendications (augmentation des salaires - suppression des abattements de zones - semaine d'hiver, etc.).

Les dirigeants syndicaux du Livre ne pouvaient rester sur un tel refus, et s'ils voulaient continuer à se faire entendre comme interlocuteurs valables, il fallait bien appeler les travailleurs à réagir rapidement. Ils le firent le 6 mai 1966 en décidant une grève de 24 heures du Labeur sur le plan national.

Les revendications avancées à l'époque portaient sur 6 % d'augmentation des salaires, la suppression des abattements de zone, et la semaine de congés en hiver. Le mouvement fut suivi par l'ensemble des travailleurs dans la plupart des entreprises, y compris les plus importantes. Les travailleurs ont prouvé qu'ils étaient prêts à répondre à l'appel du syndicat, ils venaient d'infliger un sérieux avertissement aux patrons.

Mais le syndicat, plutôt que de maintenir les ouvriers mobilisés sur les objectifs fixés, décida de faire reprendre le travail sur 3,50 % d'augmentation des salaires en 1966 (2 % en juin, 1,50 % en octobre) et 1,50 % au 1er février 1967. Quant à la fameuse semaine d'hiver, les discussions pour en fixer les modalités devaient reprendre immédiatement avec les patrons.

A la narration des faits, il apparaît que les dirigeants bureaucratisés du syndicat n'avaient nullement l'intention de faire poursuivre le mouvement, ce qui importait à leurs yeux était d'être reçus par les patrons, quant aux revendications, ils acceptaient implicitement de les placer dans le strict cadre gouvernemental qui consiste à lâcher 4 % dans l'année.

Pour la semaine d'hiver, le syndicat avait admis le principe, sans d'ailleurs consulter ses mandants de céder aux patrons 2 % d'augmentation de salaire contre son attribution en 3 ans, et cela uniquement sur le plan parisien. Quand la question était posée aux délégués dans les entreprises ceux-ci disaient ne rien savoir de l'état de la discussion, tout en défendant le principe qu'il fallait céder les 2 % contre la semaine. Expliquant à qui voulait bien l'entendre qu'une politique de « concessions réciproques » était nécessaire si on voulait aboutir.

Après des discussions à huis clos, celles-ci aboutirent effectivement, non dans le sens des travailleurs, mais dans celui des patrons qui venaient de réussir un coup de maître face à des interlocuteurs toujours prêts à se plier

A partir du moment où les dirigeants acceptèrent de placer les discussions sur le plan parisien, ils isolèrent de fait les ouvriers de province, qui d'après les dires incontrôlables de ces Messieurs n'étaient paraît-il pas intéressés par la semaine mais plutôt par une augmentation de salaire visant à rattraper le retard sur les parisiens. La fumisterie apparaît au grand jour, à la lumière de telles positions, quand on sait que précisément la discussion sur les abattements de zones a été purement et simplement abandonnée. Mais pour faire céder les patrons sur un problème aussi important il aurait fallu entamer la lutte sérieusement, au moment de la grève du 6 mai c'était possible, mais les bureaucrates syndicaux n'aiment évidemment pas se placer sur un terrain qui n'est pas le leur.

Puis une semaine avant Noël, la bombe éclate, l'accord est signé et quel accord ! Deux jours sont attribués au titre de l'année 1966, quatre jour pour 1967, et la semaine ? Dans trois ans... Le tout emballé contre 2 % d'augmentation des salaires y compris celle de 1,50 % prévue par les accords signés en juin 1966 applicables au premier février 1967. Il est stipulé dans l'accord que la semaine devra être prise par les travailleurs en fonction de la production, qui devra être assurée malgré l'absence de leurs camarades en vacances.

La note est lourde, très lourde, pour les travailleurs, les patrons leur font ainsi payer la semaine, et par-dessus le marché, c'est 2 % d'augmentation sur leurs salaires qu'ils ont définitivement perdus.

Le Comité intersyndical du Livre parisien a accepté de revenir sur ce que les dirigeants fédéraux avaient signé en juin, certains d'entre eux siégeant également au Comité inter parisien acceptèrent en fait de renier leur propre signature. Ce qui constitue une remise en cause d'un accord déjà signé créant ainsi un précédent dangereux que les patrons ne se feront sûrement pas faute d'exploiter.

Le Syndicat du Livre (CGT) livré à de tels dirigeants n'a pas fini de trahir les intérêts des ouvriers. C'est aux travailleurs du Livre qu'il appartient de relever le gant, et de s'occuper eux-mêmes de leurs propres affaires. Désormais il ne leur faudra plus compter sur une bureaucratie syndicale à la dévotion des patrons, mais sur leurs propres forces pour arracher leurs revendications. ,

A la CSF (Levallois)
La CFDT rejette la responsabilité de SA carence sur la classe ouvrière

« Les syndicats ne peuvent rien faire, car les ouvriers ne veulent rien faire. » Quel est le travailleur honnête qui ne s'est pas entendu répondre cela par un syndicaliste à qui il demandait des comptes?

« L'apathie de la classe ouvrière », voilà soi-disant le marais dans lequel s'embourbent les bonnes volontés syndicales. Et les syndicalistes ajoutent bien souvent : « Nos délégués du personnel n'ont aucun pouvoir, car ils ne sont pas soutenus à la base. » Ou encore : « On propose au personnel des débrayages, mais personne ne suit, les gars s'en moquent. » Parmi l'arsenal des idées reçues, qui emplissent les cervelles de « nos » dirigeants syndicaux, celle-ci est certainement l'une des plus répandues. C'est d'ailleurs parfaitement logique car « l'apathie ouvrière » est la meilleure excuse qu'aient trouvé les syndicalistes pour justifier leur inaction. Voilà « l'alibi » suprême pour masquer leur carence.

Mais si nos braves syndicalistes ne se gênent pas pour dire cela autour d'eux, il est bien rare qu'ils aient le culot de l'écrire. Cependant (naïveté ou bétise ?) il leur arrive de le faire. Récemment, après la journée du 23 novembre, à l'usine C.S.F. de Levallois, la C.F.D.T. a distribué un tract dont nous reproduisons intégralement la première page :

« A L'INTENTION DU PERSONNEL QUI NE DEBRAYE PAS :

Nous rappelons que la grève est un droit et que ne pas contribuer aux actions collectives de ce genre :

— c'est remettre en cause ce droit arraché par nos anciens au prix de quels sacrifices...

— c'est nier le seul moyen efficace dont les travailleurs se sont servis jusqu'ici pour arracher les avantages dont vous bénéficiez tous actuellement.

Ces dernières années — et cela vous le savez — un grand nombre de travailleurs, entre autre de la C.S.F. ont été licenciés.

Croyez-vous que le fait de ne pas sortir leur ait permis de passer au-travers ?

Etes-vous prêts, réagissant logiquement à votre position, à refuser les avantages acquis par les travailleurs, et qu'il n'est pas nécessaire d'énumérer ici, VOUS LES CONNAISSEZ.

Actuellement, par une position inerte, vous renforcez le patronat dans sa politique de dialogue avec les centrales non représentatives, telles que C.F.T.C. maintenue et F.O. (nous vous avons informés précédemment de ce que cela donne).

D'autre part, l'accord C.F.D.T.-C.G.T. est actuellement réalisé, les deux grandes centrales appellent à l'action.

N'est-ce pas pour certains, renier les arguments qu'ils ont développés jadis, à savoir :

— Nous débrayerons lorsque les syndicats seront d'accord !

En face d'un gouvernement et d'un patronat monobloc, voyez-vous une autre forme de défense que l'action collective pour obtenir votre DU ? »

Le personnel de la C.S.F. aurait-il « oublié » que la grève est un droit et surtout une arme, au point qu'il soit nécessaire de le lui rappeler ? Evidemment non. Le personnel de la C.S.F. souhaite-t-il perdre les avantages acquis par « nos anciens » ? C'est une stupidité. Et présenter les choses de cette façon n'est qu'une marque de mépris envers les travailleurs.

Mais, ce qui visiblement, tracasse la C.F.D.T. et qui constitue l'argument-choc de ce tract, c'est pourquoi diable les travailleurs ne « suivent pas » maintenant que « l'accord C.G.T.-C.F.D.T. est réalisé ? »

LA PAILLE ET LA POUTRE

Bien que le mécontentement soit relativement grand parmi les travailleurs, la combativité ouvrière n'atteint évidemment pas le degré qu'elle pourrait avoir lors d'une situation révolutionnaire ou pré-révolutionnaire. Mais d'ailleurs les syndicats ne souhaitent surtout pas que la combativité atteigne un tel degré. Car chaque fois que la classe ouvrière a engagé des luttes d'envergure, comme lors de la grève des mineurs en 1963, les organisations syndicales bureaucratisées ont tout fait pour isoler ces luttes et les faire échouer.

Ce que souhaitent les bureaucrates syndicaux, c'est que les travailleurs suivent modestement les mots d'ordre modestes que lancent les centrales. Et qui peut s'étonner aujourd'hui, hormis des bureaucrates imbus d'eux-mêmes que ce genre de mots d'ordre n'entraînent que des actions limitées et inefficaces, aussi bien à l'échelle des entreprises que pour l'ensemble du pays ? La classe ouvrière a fait et refait ce genre d'expériences. Aujourd'hui elle en a assez, et il y a longtemps qu'elle a perdu confiance envers les directions des syndicats.

Est-il utile de rappeler le recul des appels lancés par les syndicats depuis la journée du 17 mai — où d'ailleurs les mots d'ordre et l'action étaient déjà modérés ?

D'autre part, les travailleurs ne sont pas prêts à « suivre » — pour employer le langage des responsables syndicaux — n'importe quels appels. Pour participer à une action, encore faut-il être persuadé que l'on fait quelque chose d'utile. Malheureusement, des « actions » utiles, on n'en voit guère et la classe ouvrière le sait bien. D'ailleurs la plupart des syndicalistes, s'ils ne le disent pas, le pensent également. Il n'y avait qu'à observer l'embarras de certains responsables syndicaux lorsqu'ils cherchaient mollement à convaincre les travailleurs de participer à la journée d'action du 23 novembre, et surtout du 14 décembre. Embarras que l'on a pu noter en particulier chez certains délégués C.F.D.T. de la CSF Levallois.

Nous ne pouvons énumérer ici les carences des appareils syndicaux : elles sont trop nombreuses et trop variées. Mais nous pouvons dire à nos braves syndicalistes de la C.S.F. qu'ils recherchent (cherchent-ils vraiment ?) bien inutilement autour d'eux ce qui ne va pas. Et les travailleurs de l'usine devraient peut-être leur faire cadeau d'un miroir en guise d'étrennes.

L. SAMUEL

Ce que le PCF appelle une grande victoire

S.K.F. (Ivry). — A la réunion du Comité d'établissement de novembre, la direction a annoncé qu'à partir de janvier, l'horaire diminuerait de 6 minutes par jour, ce qui l'amène à 47 h 30 au lieu de 48 h, sans que le salaire soit amputé. On aurait même parlé d'une autre demi-heure vers la fin de l'année prochaine, sans que rien d'officiel n'ait été annoncé.

Rapidement, les ouvriers ont fait le calcul. A ce rythme, dans 16 ans nous aurons les 40 heures, c'est-à-dire que vers 1980-1985, nous aurons rattrapé le niveau de 1936, sur le plan des horaires de travail.

Mais si les travailleurs ont été à peu près unanimes pour dire que la direction se moquait d'eux, l'appréciation que donne le P.C.F. dans son journal imprimé paraissant à l'usine est tout autre, et vaut d'être citée :

« Le Parti communiste, ses militants, se réjouissent du succès obtenu qui est l'aboutissement des luttes qu'ont menées les travailleurs dans le courant de l'année.

La brèche ouverte dans les 48 heures est un coup terrible porté à la direction S.K.F... »

C'est avec des « coups terribles » de cette sorte que, d'année en année, nous en sommes, trente ans après les 40 heures, à travailler 48 heures par semaine.

A la S.K.F., dans la banlieue que l'habitude fait appeler rouge, là où les militants du P.C.F. sont nombreux et relativement organisés, là où les grèves sont organisées **sous leur seul contrôle,** les « victoires » dont ils peuvent faire état sont du style 6 minutes par jour.

C'est maigre comme bilan pour le parti qui se dit le parti de la classe ouvrière.

VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon
Paris-X^e^

Abonnement 6 mois : 10 F, au nom de Maurice Schrœdt. C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication : M. SCHRŒDT
Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE DE LA PLAINE SAINT-DENIS
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Seine)

Travail executé par des ouvriers syndiqués.

Provocation à Sud-Aviation

SUD - AVIATION (Courbevoie). — Il y a environ un mois, le service du personnel a convoqué un camarade de « Voix ouvrière », agent technique 3e échelon, travaillant dans un bâtiment secret, pour lui faire part d'une lettre de ses supérieurs : un avertissement unique. Ce qui, à Sud-Aviation, est une sanction très rare.

Dans cette lettre, on lui reprochait son « comportement » et les points suivants :

« — indiscipline caractérisée, refus d'obéissance systématique et avoué envers le supérieur direct ;

— absences prolongées et fréquentes, non autorisées et non justifiées du poste de travail ;

— non respect des consignes de travail ;

— erreurs de plus en plus fréquentes dans l'exécution des travaux déjà réalisés ;

— refus de toute autorité de la part de ses supérieurs ;

— quantité de travail très insuffisante... »

Comme l'écrivait la direction, tous « ces motifs suffisant à justifier un licenciement ». En fait, cela ne justifiait rien et c'est à juste titre que notre camarade s'est étonné, dans une lettre adressée au chef du personnel, en réfutant des motifs aussi peu précis, que tous les chefs peuvent invoquer pour n'importe qui ; tel le refus d'obéissance jamais signifié ; telles les absences injustifiées jamais reprochées, alors que personne n'exige d'être rivé 9 heures au même endroit à un technicien ; telle une quantité de travail très insuffisante reprochée également alors qu'il était à un poste de travail des plus chargés — les cahiers d'essais en témoignent. Quant aux erreurs, il ne lui a jamais été reproché quoi que ce soit de précis et de grave, et de plus le poste qu'il occupait devait être tenu, d'après les chefs, par deux techniciens, lui l'a assumé seul. En outre, dans cette lettre, il faisait remarquer qu'on lui avait retiré tout travail huit jours avant l'avertissement. A cette lettre demandant la levée de la sanction, notre camarade n'a toujours pas reçu de réponse.

Pour ce qui est des méthodes employées par ses « supérieurs », il est significatif que son chef de service a déclaré ne pas avoir été mis au courant par le service du personnel de la sanction dont pourtant il était l'auteur ! Le chef de laboratoire s'est réfugié dans un silence qui ne nous étonne pas. Quant à son supérieur technique, il n'a su reprocher à notre camarade, avec candeur... qu'une plume d'enregistreur bouchée. Après de tels exploits, ces fiers et courageux chefs espèrent sans doute gagner une bonne place. En attendant, les travailleurs leur accordent leur plus profond mépris.

Notre camarade a depuis reçu officiellement son avertissement unique et on l'a remis à son poste où, paraît-il, on ne pouvait plus lui faire confiance. Cela démontre, s'il en était besoin, que tout ce qu'on lui reproche n'est qu'un prétexte et un moyen d'intimidation ; tout le monde peut afficher sans risque d'avertissement des opinions gaullistes, c'est même bien vu, mais toute autre opinion telle que celle de « Voix ouvrière » défendant les intérêts des ouvriers semble interdite.

Dans l'avertissement, la direction ajoute avec cynisme : « Si nous avons à nouveau à nous plaindre de votre comportement ou de votre manière d'exécuter les tâches qui vous sont confiées, nous nous verrons dans l'obligation de procéder à votre licenciement immédiat. » Et comme les motifs invoqués n'ont aucune consistance, elle se réserve ainsi le droit de le priver de son gagne-pain quand bon lui semblera.

Devant le silence de la direction, notre camarade, accompagné des délégués C.G.T. et C.F.D.T., est allé voir le chef du personnel pour lui demander de justifier sa sanction, ce dont il était incapable, et donc par conséquent de la lever.

Celui-ci n'a rien essayé de justifier et les a renvoyés au chef de service qui les a envoyés au directeur adjoint. Ce dernier a terminé le petit jeu de cache-cache en affirmant que seule la justice pourrait lui faire donner ces explications.

En même temps, le directeur adjoint apprenait à notre camarade qu'il était déplacé du bâtiment secret où il travaillait. Visiblement, la direction, d'accord avec la hiérarchie et les divers chefs, veut faire régner l'arbitraire et la peur dans l'entreprise. Peut-être est-ce là un début de mise en condition, mais de telles méthodes auxquelles ne sont pas habitués les travailleurs de Sud-Aviation risquent de se retourner contre elle.

Pompidou à Saint-Etienne

La tournée électorale de Pompidou passait par Saint-Etienne, le 12 décembre. **Il venait « s'informer » des problèmes de la Loire. A cet effet, il avait prévu de recevoir les dirigeants syndicaux ensemble et en même temps que certaines personnalités régionales, puis séparément, afin que chacun puisse lui exposer ses doléances. Les discussions devaient porter principalement sur le problème de l'emploi, problème qui se pose avec acuité dans une région où des usines licencient, d'autres ferment et où les jeunes qui sortent de l'école avec C.A.P. sont chômeurs avant d'avoir jamais travaillé.**

A 11 heures donc, ce sont 5.000 personnes qui déboulent en direction de la Bourse du Travail. 5.000 personnes c'est peu pour qui connaît l'ampleur des manifestations dans la région. Le scénario habituel se déroule : les délégués syndicaux sont attifés d'un chapeau marqué de leur sigle respectif, on brandit les pancartes, on chante. Sur la droite, les flics venus en force — gardes mobiles, gendarmes, C.R.S. — bloquent le passage qui conduit à la préfecture.

Après un assez long moment d'attente, les orateurs défilent à la tribune. Ils représentent les ouvriers, les instituteurs et, à la surprise générale... les étudiants. En effet, à aucun moment l'U.N.E.F. n'avait parlé de s'associer au mouvement — ni par voie de tract, ni par voie de presse — et les quelques étudiants éparpillés qui se trouvent là sont encore les plus surpris.

Les différentes interventions se résument à déplorer la situation de l'emploi dans la Loire et à exiger l'implantation d'usines nouvelles, la réduction du temps de travail, l'augmentation des salaires et un enseignement supérieur à Saint-Etienne.

Pour plus de sûreté, un défilé est organisé, dirigé... dans le sens opposé à la préfecture, vers la place Bizillon. Là, les dirigeants syndicaux lancent de nombreux appels à la dispersion, mais... Saint-Etienne n'est pas grand ! Tout le monde se retrouve dans la grande rue pour prendre le tram. La circulation est bloquée. La foule remonte la grande rue, déborde un faible barrage de police, pour se trouver nez à nez... avec un autre barrage, cette fois-ci imposant — la préfecture n'est pas loin ! — qui la fait dévier vers... la Bourse du travail ! Là, chacun se retrouve à nouveau. Pas pour longtemps. Tout le monde en a assez de tourner en rond et veut rentrer chez soi.

Mais parmi les 5.000 manifestants, combien auront été déçus de ne s'être déplacés, de plusieurs kilomètres à la ronde, pour n'entendre que quelques pantins leur seriner le bla-bla-bla habituel ; pour ne faire que tourner en rond sans aucun but précis ! Sur ces 5.000 manifestants, combien reviendront la prochaine fois ? A qui la faute ?

LE CONTE DU MOA...

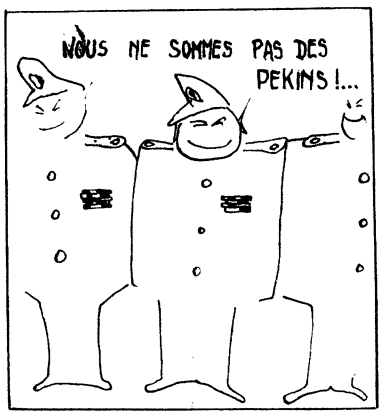
par Marcus

Chers camarades,

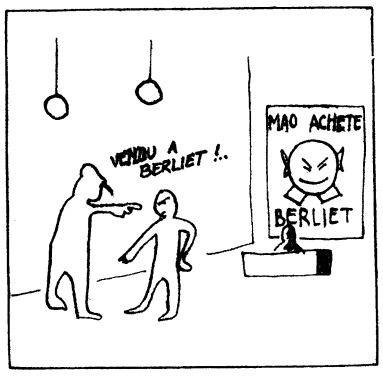
Je suis ouvrier chez Berliet à Vernissieux, régleur au traitement thermique, membre du Parti depuis quinze ans, carte du parti n° 186.455.

Mon travail m'amène à être en contact journalier avec les membres de la délégation « technique » de la Chine populaire, pour laquelle Berliet exécute une commande de camions...

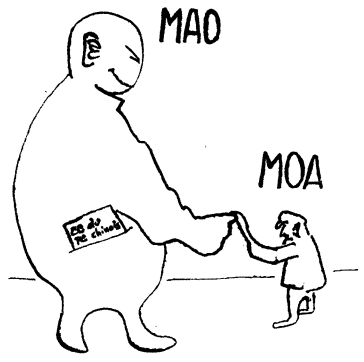
... Si fort que soit mon écœurement, j'ai maintenu le contact et je suis allé à de nouvelles réceptions et discussions dites « fraternelles », bien qu'elles n'aient pas eu d'autre but que de débaucher d'honnêtes travailleurs communistes...



... Cette délégation est forte d'environ soixante membres, essentiellement des militaires, dont le chef est un colonel : Cheng-Cheng-Lu...



...Ils disposent d'ailleurs d'une grande salle pour se réunir, mise à leur disposition par Berliet, dans laquelle domine un immense portrait de Mao...



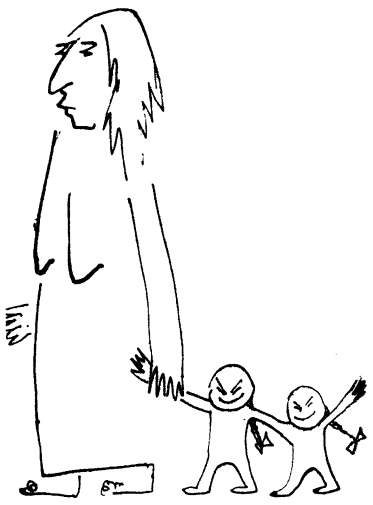
...Ils ont ainsi pris contact avec moi par l'intermédiaire notamment du responsable politique de leur délégation Chou-Hsiang-Chi, membre de la direction du Parti Communiste chinois de Pékin, qui est en relation étroite avec l'ambassade chinoise à Paris...

... Ils m'invitaient de plus en plus souvent à des réceptions et à des repas au cours desquels, là encore, la pensée suprême de Mao et la calomnie contre mon Parti et contre l'Union soviétique étaient le pain courant. Des toasts étaient portés contre les dirigeants de notre Parti, en les insultant...

... Aujourd'hui je considère que les choses sont allées suffisamment loin pour dénoncer la nature de la politique des dirigeants chinois et leurs honteuses activités scissionnistes dans les partis communistes. C'est pourquoi j'en informe la direction de mon Parti, lui demandant d'utiliser ma lettre s'il considère qu'elle peut servir la cause du Parti et celle du Mouvement communiste international.

Je reste à votre disposition pour les compléments d'information que vous croiriez utile de me demander.

Recevez, chers camarades, mes salutations profondément communistes.



...A nouveau puisque « ce travail devait entraîner à des frais et pourrait me créer des difficultés familiales », ce Chou-Hsiang-Chi m'a expliqué qu'ils étaient prêts à faire financièrement face aux difficultés de tout ordre, que mon activité pouvait entraîner...

●

Ceci est un conte de Noël illustré par Marcus. En réalité, nous soupçonnons Marcus de ne pas être l'auteur du texte. En effet, toutes les phrases qu'il utilise auraient été publiées en première page de « l'Humanité » du 14 décembre 1966, dans une longue confession d'un agent double du P.C.F. qui déclare, dans ce texte, au début, qu'en accord avec sa section et sa fédération, il avait voulu voir jusqu'où pouvait aller le sale travail désagrégateur des techniciens chinois qui étaient en contact avec lui chez Berliet et qui, à la fin, déclare que les choses étaient allées suffisamment loin, qu'il pensait que le temps était venu d'en informer la direction du parti.

Quel est le rôle social des gardes rouges chinois ?

MALGRE des déclarations répétées, les gardes rouges ne se sont retirés de Pékin ni le 15 septembre, comme annoncé, ni après. Au contraire même, des manifestations se succèdent de Pékin à Canton, de Shanghaï à Tien Tsin, partout d'où de rares informations transpirent. Apparemment, le mouvement commencé l'été dernier, quoique essoufflé, n'est pas près de s'achever.

Le presse occidentale qui, au début, se contenta de faire des gorges chaudes à propos des péripéties de la « révolution culturelle prolétarienne » s'est mise à en rechercher les causes car, s'il était facile d'ironiser sur la « Chinoise modèle qui subordonne son ménage au plan quinquennal », ou sur le coiffeur qui a réussi à maîtriser son activité capillaire grâce à la pensée de Mao-Tsé-Toung, il était déjà bien plus difficile de ricaner sur un mouvement qui, mobilisant des millions de jeunes, tenait et tient encore le haut du pavé dans les principaux centres industriels et administratifs de la Chine.

Que se passe-t-il en Chine ? Il est difficile d'admettre que des millions de jeunes (11 millions au total d'après la presse) aient été mobilisés dans le but exclusif de rebaptiser quelques rues ou de débarrasser les musées des œuvres de l'art féodal ou bourgeois. Quelques employés municipaux auraient suffit à l'affaire. S'agissait-il d'utiliser ce moyen pour éliminer un certain nombre de dirigeants haut placés ?

Les premières manifestations-monstres, au début du mois de juin, ont été présentées comme une approbation populaire des mesures d'épuration prises par le Parti à l'encontre « d'intellectuels révisionnistes » et de certains dirigeants, en particulier ceux du Comité de Pékin. Mais, outre le fait qu'il se serait agi d'approuver des mesures déjà prises et de stigmatiser des dirigeants déjà limogés ou en train de l'être, il est difficile de croire — le régime chinois étant ce qu'il est — que Mao ait eu besoin de la présence de deux millions de jeunes dans la capitale pour éliminer Pen Cheng, maire de Pékin de son état. Une autre version du même type d'« explications » a présenté les gardes rouges comme l'instrument de l'ascension de Lin-Piao dans une sordide lutte de fractions qui opposerait celui-ci aux autres dirigeants pour la succession du président Mao. Ce serait bien la première fois qu'un dirigeant de ce type de régime aurait mobilisé de larges masses pour éliminer quelques rivaux. Mesures dangereuses et d'autant plus inutiles que, à l'avis de tous, au moment de la formation officielle des gardes rouges, à la fin du mois d'août, Lin Piao était déjà reconnu comme le dauphin de Mao et même comme celui qui détenait en fait les rênes du pouvoir.

Il faut dire d'ailleurs que les partisans de ce genre d'explication se réfugient pour la plus grande part aujourd'hui derrière des phrases creuses sur l'imperméabilité de l'âme orientale en général, et chinoise en particulier et avouent leur impuissance à comprendre.

Plus pertinents sont les arguments de ceux qui voient dans le mouvement des jeunes gardes « un nouveau bond » (pour reprendre le titre d'un éditorial du **Monde**) de la « révolution » chinoise. « Nouvelle phase de la révolution permanente prônée par Mao », « crues subites dans le torrent géant de la révolution chinoise », ces commentateurs reprennent à leur compte — jusqu'au langage fleuri — les explications officielles de Pékin. Quelques voix se font même entendre à l'extrême gauche, pour déclarer que la mobilisation actuelle n'est déjà plus contrôlée par les dirigeants, et que les jeunes gardes sont en train d'accomplir contre les « bureaucrates » eux-mêmes, la deuxième phase de la « révolution » commencée par Mao (ceux-là d'ailleurs sont en voie d'intégrer les gardes rouges dans les rangs de « Révoltés »), ainsi pour eux, grâce à l'activité de ces jeunes gens, demain il sera sans doute possible de gommer l'adjectif dégradant de « déformé » accolé derrière le substantif de l'« Etat ouvrier » qui caractérise, d'après eux, la nature de classe de l'Etat chinois.

Le mouvement actuel, malgré les excès commis, est cependant manifestement soumis aux dirigeants du Parti. Toutefois, dans la mesure même où il s'agit d'une véritable mobilisation de masse, il convient d'examiner quelles sont les couches touchées par cette mobilisation et contre qui s'exerce leur activité ?

Ce qui rend malaisé l'illustration des hypothèses avancées, c'est l'absence d'informations complètes et surtout leur vérification. Si les journalistes occidentaux peuvent glaner quelques informations sur ce qui se passe à Pékin, au hasard d'une assistance fortuite à telle ou telle scène de la rue, ou par la lecture des affiches apposées, des journaux muraux, leur possibilité de déplacement semble se limiter à la capitale. Seuls les témoignages de rares voyageurs ou les articles du « Quotidien du peuple » permettent d'avoir une vague idée sur ce qui se passe dans les grands centres industriels, tels Changhaï, Canton ou Tien-Tsin, et quant aux autres villes, l'ignorance est quasi totale.

Cependant, même ces informations suffisent pour dégager un certain nombre de caractéristiques fondamentales qui vont à l'encontre de celles qui voient dans les gardes rouges un « facteur révolutionnaire » en Chine.

Le mouvement a commencé dans les universités, et celles de Pékin en particulier ont été le théâtre des premières manifestations « anti-révisionnistes ». En fait, le mouvement n'a jamais perdu ce caractère estudiantin, au contraire même, chaque nouvelle étape de la mobilisation qui devait aboutir à la création des gardes rouges passait par les bancs des lycées et des universités. Les universités sont restées fermées en septembre et en octobre. Dès la fin de la dernière année scolaire, les cours étaient suspendus dans les écoles, afin de permettre aux élèves de participer à la « révolution culturelle ». Des millions d'élèves ainsi libérés ont convergé des provinces les plus reculées, ont envahi les grandes villes et ont formé l'ossature, sinon la quasi-totalité des gardes rouges. Au point que les journaux chinois eux-mêmes parlent d'« étudiants révolutionnaires » en opposition aux masses ouvrières et paysannes.

Ces mêmes journaux sont obligés de donner quelques informations sur l'opposition de la population à ces « étudiants rouges », ce qui est d'autant plus révélateur que le Quotidien du Peuple, tout en expliquant « qu'il est inévitable qu'elle (la révolution culturelle) rencontre la résistance furieuse de l'ennemi de classe » parle d'une partie des masses paysannes et ouvrières qui s'oppose aux étudiants révolutionnaires ». D'autres informations tendent à prouver que « l'ennemi de classe » dont la résistance est la plus violente et la plus organisée est précisément la classe ouvrière. De véritables batailles rangées auraient opposé par exemple les ouvriers d'une verrerie de Canton aux gardes rouges, bataille dont le bilan se mesure par plusieurs centaines de blessés. A Shangaï, des ouvriers du textile ont édité des tracts réclamant des sanctions contre les gardes rouges. A Canton toujours, cinquante personnes auraient été blessées dans un combat de rue entre soldats et gardes rouges. A Tien-Sing, des milliers d'ouvriers ont assisté aux obsèques d'une des victimes des gardes rouges. Encore une fois, les informations sont sporadiques, très limitées et partielles, toutefois, le fait est là : à Changai et à Canton en particulier, hauts lieux du prolétariat chinois, des ouvriers se heurtent violemment à des étudiants pour une bonne part d'origine petite-bourgeoise, amenés des villes provinciales. Curieuse « révolution » que celle qui oppose, sous la direction des tenants du pouvoir, des intellectuels petits-bourgeois au prolétariat. Certes, ces étudiants, avec la caution du Parti, se baptisent eux-mêmes « rouges » et « révolutionnaires ». Certes, ils semblent anti-bourgeois », jusqu'au ridicule. Mais si le but des dirigeants chinois eût été simplement l'élimination de cette bourgeoisie nationale (tant couvée par le régime jusqu'ici) n'aurait-il pas suffi de mobiliser précisément ce prolétariat qui aujourd'hui s'oppose aux gardes rouges ?

En quoi consiste d'ailleurs cette phraséologie anti-bourgeoise des gardes rouges ? A côté des slogans violemment xénophobes et chauvins du genre « diables d'étrangers, vous êtes des chiens et des batards » on y trouve la condamnation pêle-mêle des pantalons collants, des souliers pointus, des cheveux longs, des permanentes, des boucles, des taxis, des enseignes de néon, des lunettes de soleil et d'autres menues choses à travers lesquelles, paraît-il, l'impérialisme occidental exerce son influence néfaste et corrompt l'âme du peuple chinois.

En réalité, aussi bien le pillage des musées que l'attaque contre tel ou tel dirigeant haut placé ne sont que le sous-produit de l'activité des gardes rouges, dont le sens fondamental est à chercher ailleurs. La mise en garde des dirigeants par l'intermédiaire des jeunes gardes s'adresse non à la « bourgeoisie nationale » ou même à certains dirigeants, mais à la classe ouvrière.

La lutte contre le genre de vie « bourgeois » n'est rien d'autre qu'un appel à l'austérité, un rappel des sacrifices nécessaires des masses en cas de guerre. Et il semble que pour l'instant, c'est à la classe ouvrière surtout de faire les frais de cette austérité ; en tout cas, l'activité des gardes rouges paraît être orientée surtout contre l'aspiration de la classe ouvrière à un certain bien-être, afin de parer, sans doute, à d'éventuelles revendications que celle-ci pourrait émettre ou a peut-être déjà émises.

Cependant l'Etat chinois n'a pas un appareil militaro-policier omniprésent et tout-puissant à sa disposition.

La force principale de Mao, contrairement à celle de Staline ne résidait jusqu'ici dans un quelconque Guépéou mais bien dans la confiance, ne serait-ce que passive de la grande majorité de la population paysanne. Le régime de Mao est incontestablement un régime populaire en ce sens qu'il a une assise populaire solide, plus solide en tout cas que la bureaucratie russe par exemple. L'appareil étatique est sans doute insuffisant, et peu adapté à la tâche qui consiste à mettre au pas la population.

Non que cet état ne soit pas capable de briser un mouvement d'opposition déclaré au sein de la classe ouvrière. Mais il ne s'agit pas de cela, car les aspirations, les désirs de la classe ouvrière et d'une manière générale de la population laborieuse des villes se manifeste à un niveau bien plus élémentaire.

La police et l'armée chinoise sont sans doute assez puissantes pour disperser une manifestation, interdire une grève, annihiler une organisation. Mais elles ne le sont pas assez pour façonner la vie de tous les jours, pour empêcher les jeunes citadins de porter une cravate, de vouloir manger correctement les jours de fête, de vouloir s'habiller à leur goût. Le rôle des gardes rouges c'est d'agir au niveau moléculaire où les aspirations se manifestent, d'embrigader, d'encadrer la population des villes, de façonner la vie de tous les jours.

Quoique la comparaison ait été faite avec l'URSS des années 36-

● **suite page 5**

G. KALDY

A Roanne, notre permanence a dû être supprimée à la suite des pressions d'inspecteurs des renseignements généraux sur le propriétaire du café où elle se tenait. Ce n'est pas la première fois que nous sommes obligés de supprimer des permanences dans ces conditions. Nous protestons contre cette attitude de la police que nous tenons à signaler à nos lecteurs.

Voilà quelle est l'interprétation policière du droit de réunion.

PERMANENCES

● **PARIS :**

V^e^ arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine. **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

X^e^ arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, le **samedi de 16 à 20 h,** 29, rue Château-Landon, Paris-10^e^.

XI^e^ arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, Av. Philippe-Auguste, le mercredi de 17 h 30 à 19 h.

XIII^e^ arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le **jeudi de 17 à 19 heures.**

XIV^e^ arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi de 18 h 30 à 19 h 30.**

XV^e^ arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.**

XVIII^e^ arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le **mardi de 17 h 30 à 19 heures.**

● **BANLIEUE :**

AULNAY-S/BOIS. — Café « Le Commerce », 8, Bd Gallieni (Place de la Gare), **tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.**

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudis de 18 h à 19 h** au lieu **de 17 h 30 à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Galliéni (métro Croix de Chavaux), le **vendredi de 17 h 30 à 19 30.**

LEVALLOIS. - Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet-Rue A.-France), **tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h.**

● **PROVINCE :**

BESANÇON : Café « Le Domino », Place Jean Cornet, **tous les jeudis de 17 à 19 heures.**

BORDEAUX. — Café « le Régent » cours Victor Hugo, **tous les jeudis de 18 h à 19 h 30.**

BOURGES. — Café-Tabac-Bar, 22, rue Henri Landier (près gare), **les jeudis 29 décembre et 12 janvier, de 19 h à 20 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille, les **jeudis de 17 h à 19 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance, rue Chabot-Charny, **tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE : « Café d'Autrans » 5, Cours Berriat, **tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h.**

— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis de 15 à 17 heures.**

LYON : Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le **samedi de 17 à 20 heures.**

Café « Les Etats-Unis » 137, avenue du Professeur-Beauvisage, Lyon-8^e^ **le mercredi, de 18 h à 19 h.**

MARSEILLE : Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (place d'Aix) **les jeudis 29 décembre et 12 janvier de 18 h à 20 h.**

ROUEN : Café « Le Bretagne » Place du Vieux Marché, **tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-CHAMOND. — Bar-restaurant Marius Russias, 4, rue Gambetta, **le vendredi de 18 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE : Café « Ambiance-Bar », 2, rue des Tréfileleries, **le jeudi de 15 à 16 h.**

SAINT-NAZAIRE : Café Paris-Sports, Place Marceau, le **samedi de 16 heures à 17 heures.**

SOCHAUX : «Café de la Gare», **tous les vendredis de 13 h à 14 heures.**

TOULOUSE : Café « Le Béarn » Place St-Michel. **Tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.**